



ej

en jeu une autre idée du sport

la revue de l'UFOLEP Mai 2022 - N° 51 - Prix 3,50€

INVITÉE

Brigitte Henriques
présidente du CNOSF

ZOOM

Ufobaby éveille
les 0-4 ans

AMÉNAGER DES VILLES SPORTIVES

ufolep

Accompagner les mutations de nos villes

Par **Arnaud Jean**, président de l'Ufolep

Philippe Brenot



Depuis sa création, l'Ufolep est au rendez-vous des mutations de notre société et du sport en France. Nos associations, nos bénévoles et nos salarié.es ont toujours su s'adapter aux défis du moment et aux enjeux émergents.

Les villes se transforment, et notre fédération souhaite jouer son rôle pour accompagner ces mutations. Celui de conseil tout d'abord : l'expérience accumulée nous permet de nous tenir aux côtés des décideurs au moment d'opérer leurs choix d'équipements. Nous connaissons bien les différents publics, leurs attentes et les freins à la pratique. Nous savons aussi qu'après deux ans de pandémie, c'est au cœur des villes et des quartiers que la sédentarité s'est le plus renforcée. La centaine d'activités différentes que propose l'Ufolep permet d'épouser la variété des besoins des populations et de répondre à leur souhait d'accéder à différentes installations en fonction de leur niveau et de leurs envies.

Grâce à nos associations et à nos salariés, nous sommes également en mesure de faire vivre ces nouveaux espaces sportifs. Soit en y organisant des événements et des opérations de promotion ouverts au plus grand monde – l'Ufolep propose avec UfoStreet la plus grande tournée de sports urbains en France –, soit en y animant des pratiques régulières et encadrées.

Fédération innovante, fédération-laboratoire, l'Ufolep offre son appui aux urbanistes et à tous ceux qui aménagent ces nouveaux terrains de jeux et veulent favoriser les mobilités actives. La présidente du Comité national olympique et sportif français, Brigitte Henriques, le souligne elle-même dans ce numéro de *En Jeu* : l'Ufolep est au cœur des enjeux du monde sportif et son maillage territorial en fait un acteur majeur du sport d'aujourd'hui et de demain, en milieu rural comme en milieu urbain. ●

coup de crayon

Par Nadège Pertuit





INVITÉE

Brigitte Henriques, quelle place pour les affinitaires au CNOSF?

Présidente du Comité national olympique et sportif français depuis juin 2021, Brigitte Henriques fait le point sur les dossiers d'actualité et défend la synergie entre fédérations olympiques et affinitaires.

ZOOM

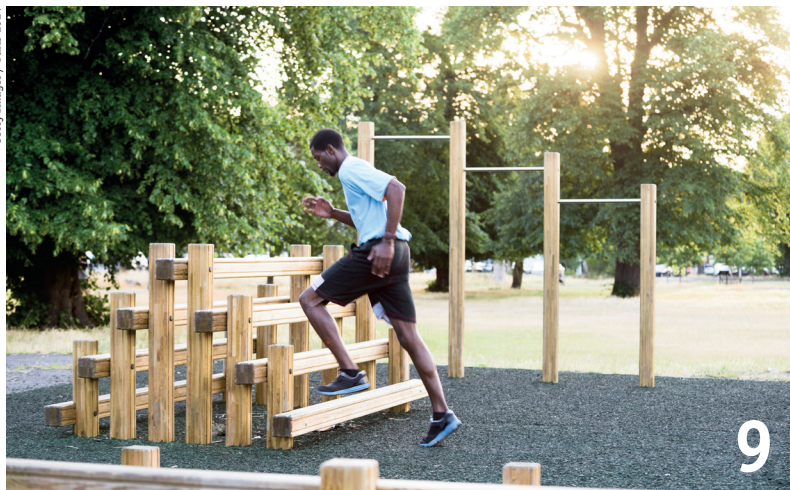
UfoBaby, l'aventure motrice des tout- petits



L'Ufolep se positionne sur l'éveil corporel des 0-4 ans en privilégiant la « motricité libre » et la participation des parents. Un dispositif à décliner par les associations comme par les comités.

DOSSIER

Aménager des villes sportives



Autrefois principaux emblèmes d'une politique sportive dynamique, stades, gymnases et autres piscines ont perdu leur exclusivité : les pratiques sportives ont aujourd'hui gagné l'espace public à travers les mobilités actives et l'installation d'équipements légers et de proximité, de plus en plus souvent en libre accès.

en jeu "une autre idée du sport" est la revue de l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique (Ufolep), secteur sportif de la Ligue de l'enseignement **Ufolep-Usep** 3, rue Juliette-Récamier, 75341 Paris Cedex 07 **Téléphone** 01 43 58 97 71 **Site internet** www.ufolep.org **Directeur de la publication** Arnaud Jean **Rédacteur en chef** Philippe Brenot **Ont participé à ce numéro** David Picot, Fanny Sarraill-Brassens, Stéphane Lalanne **Photo de couverture** Archives Ville de Paris **Maquette** Agnès Rousseaux **Impression et routage** Centr'Imprim, rue Denis Papin 36 100 Issoudun **Abonnement annuel** 13,50€ **Numéro de Commission paritaire** 1025 K 79982 **Numéro ISSN** 1620-6282 **Dépôt légal** Mai 2022 **Tirage de ce numéro** 9346 exemplaires

la ligue de
l'enseignement
un avenir par l'éducation populaire



sommaire

4 actualité

Le sport-santé ne doit pas occulter le plaisir de pratiquer
VuLuEntendu : *La société du peloton*, Guillaume Martin (Grasset) ; *XTREM Sports* (Marabout)

6 invitée

9 dossier

15 activité

Le baskin, toujours plus inclusif

16 fédéral



Rapport d'activité 2020-2021

18 reportage

Visages du secourisme Ufolep

20 zoom

24 terrain



Management innovant en Val-d'Oise

26 réseau

Association : La Roue Libre Saint-Maixentaise (Vendée) ;

Instantanés : Cinq gestes et attitudes essentiels du secourisme

28 histoires

Morceaux choisis : « Le marathon de Jean-Claude », par Cyrille Martinez (Verticales)

Je me souviens : Bruno Testa

L'image : « Red Star Express », par Gregory Crewdson

30 repères

Alice Milliat, pionnière olympique (Petit) ; *Jeux sportifs, jeux de société*

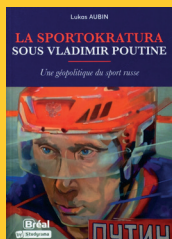
et classifications, Pierre Parlebas et Michel Boutin (L'Harmattan) ; *Le mental du grimpeur* (Glénat)

Solidarité avec l'Ukraine et les réfugiés



Dès le 26 février, la Ligue de l'enseignement a publié un communiqué auquel s'est associée l'Ufolep pour condamner « la décision unilatérale du président de la Russie, Vladimir Poutine, d'envahir l'Ukraine et de déclencher la guerre au cœur du continent européen » et demander aux pouvoirs publics de faciliter l'accueil des réfugiés. « La Ligue de l'enseignement prendra sa part de cette solidarité, comme elle le fait avec les exilés qui se présentent sur notre sol et demandent notre protection », précise également le communiqué.

Vladimir Poutine, « supertsar » du sport



Super Poutine en judoka qui renverse son adversaire, en hockeyeur-gliadeur, en musculeux athlète soulevant des haltères ou chevauchant torse nu

comme un peau-rouge : ces images ont été multirediffusées après la décision du maître du Kremlin d'envahir l'Ukraine. Au fil des ans, la mise en scène du corps sportif du président autocrate russe est allée de pair avec la théâtralisation de sa toute puissance politique, même si aujourd'hui âgé de 69 ans le dictateur joue désormais davantage sur le décorum que sur sa musculature pour réaffirmer celle-ci. Mais l'analyse proposée dans *La sportokratura sous Vladimir Poutine, une géopolitique du sport russe* (Bréal-Studyrama, 2021, 15€) par le jeune chercheur Lukas Aubin va bien plus loin et montre comment Vladimir Poutine a érigé le sport en système politique. Un système qui s'appuie sur les engagements financiers des oligarques, sur des accointances avec le Comité international olympique et la Fifa et l'accueil des plus grands événements (JO de Sochi 2014, Mondial de football 2018), et sur le recours institutionnalisé au dopage pour faire briller la Russie dans la course aux médailles. Pour Vladimir Poutine, le sport est « une façon de s'approprier et de répondre au mythe national de la puissance russe millénaire » et de « pérenniser l'exercice de son pouvoir ». À cette lumière, le boycott sportif de la Russie prend tout son sens.

Decathlon fait retraite

Decathlon ferme ses 60 magasins et son site d'e-commerce en Russie, constatant que « les conditions d'approvisionnement ne sont plus réunies pour [y] poursuivre son activité ». Le leader mondial de la distribution d'articles de sport précise respecter scrupuleusement les sanctions internationales instaurées contre la Russie en raison de la guerre en Ukraine. De fait, la totalité des produits vendus par Decathlon dans ce pays sont importés, pour beaucoup depuis la Chine, et payés en dollars. Continuer dans ces conditions pourrait exposer le distributeur français à de lourdes sanctions. (Les Échos du 30 mars)

TikTok investit le sport

TikTok, qui revendique un milliard d'utilisateurs, a frappé un grand coup en annonçant le 15 mars un partenariat avec le festival de Cannes. Mais le réseau social d'origine chinoise est aussi de plus en plus présent dans le sport. Partenaire de la Coupe d'Afrique des nations et de l'Euro 2022 de handball, l'application a aussi signé un partenariat de quatre ans avec l'entité Six Nations Rugby, couvrant ledit Tournoi et les Coupes d'automne des nations, alors que le tournoi féminin va porter son nom.

LE SPORT-SANTÉ NE DOIT PAS OCCULTER LE PLAISIR DE PRATIQUER

La promotion de la pratique sportive pour des raisons de santé ne doit pas occulter auprès des jeunes la dimension de plaisir, soulignent Jean Griffet, Maxime Luiggi et Maxime Travers, enseignants-chercheurs à l'université d'Aix-Marseille, dans une tribune parue le 24 mars dans *Le Monde*. Extraits.

« Jusqu'alors envisagé comme un vecteur d'intégration des jeunes, [le sport] est aujourd'hui considéré comme un moyen privilégié de la santé publique. Il était au service de la citoyenneté. Il est désormais facteur de promotion de la santé. Ce changement est lié à la situation de la France, très préoccupante en matière d'activité physique de la jeunesse. D'après une étude du *Lancet* de 2019, les jeunes Français (11-17 ans) sont parmi les moins actifs des pays occidentaux (au 22e rang sur 25) (...) Seuls 13 % d'entre eux effectuent une heure d'activité physique quotidienne d'intensité modérée, conformément aux recommandations de l'OMS. »

« La pratique sportive impose un effort répété et soutenue.

Elle est reconnue comme la forme d'activité physique qui permet le mieux d'atteindre les recommandations pour la santé. C'est celle qui est la plus partagée chez les jeunes. Mais, si on envisage la pratique du sport comme un devoir à accomplir au non d'une santé à recouvrer et non comme un droit à pratiquer lié au plaisir éprouvé, alors les propositions envisagées risquent de produire l'ennui, l'abandon ou l'évitement et non l'attrait, l'adhésion ou la persévérance. C'est le risque d'un sport sur ordonnance. »

« Des travaux montrent que les jeunes qui exercent une activité physique et sportive pour seul motif de santé sont les plus enclins au risque d'abandonner. À l'inverse, ceux qui s'engagent pour le plaisir sont les plus enclins à maintenir une participation de longue durée. Les conséquences positives d'une expérience sportive en matière de santé ne peuvent se substituer aux buts réels, concrets et agréablement vécus des pratiquants. » ●

Mbappé zappe les sponsors des Bleus

Kylian Mbappé a refusé de participer le 22 mars à une séance photo avec les sponsors de l'équipe de France à Clairefontaine avant les matchs amicaux opposant les Bleus à la Côte d'Ivoire et l'Afrique du Sud. Il a ainsi signifié son refus de voir son image associée à certains partenaires officiels comme Coca-Cola et la chaîne de fast-food KFC ou le site de paris en ligne Betclac. On dit en effet l'attaquant vedette, natif de Bondy (Seine-Saint-Denis) très concerné par la « malbouffe » et les addictions que peuvent provoquer les paris en ligne. Rappelons qu'en contrepartie de cette gestion collective des droits à l'image des Bleus par la FFF, chaque joueur perçoit 25 000 € par rencontre internationale. (avec *Le Monde* du 24 mars)

Le « je » remplace le « jeu »



C'est le constat, partagé avec son ancien joueur Éric Carrière, lui aussi ex-consultant pour Canal+ que dresse l'ancien entraîneur du FC Nantes Raynald Denoueix. Aujourd'hui âgé de 73 ans, le technicien nantais critique dans un entretien paru dans *L'Équipe* du 2 avril le fait de se focaliser sur un joueur au détriment de l'équipe : au lieu d'expliquer pourquoi le buteur conclut une action grâce au travail de ses coéquipiers, les journalistes tendent à n'exalter que lui. Raynald Denoueix se moque des tics de langage (le « jeu de transition » est-il autre chose que l'art de la contre-attaque ?) et s'agace d'expressions dénuées de sens (« On n'a pas le droit de perdre ») ou tendancieuses : « Quand j'entends "il faut être malin", c'est insinuer quelque part qu'il faut un peu tricher... Bah non ! Quand on dit qu'un attaquant doit être « égoïste », bah non ! Il faut jouer juste. À un moment, c'est tirer au but, à un autre, c'est donner le ballon. »

VuLuEntendu

LA SOCIÉTÉ DU PELOTON

Il faut parfois s'accrocher pour suivre les raisonnements de *La Société du peloton*, presque autant que pour prendre la roue de Guillaume Martin, titulaire d'un master en philosophie et 8^e du dernier Tour de France, lorsqu'il démarre dans un col. Mais il serait dommage de perdre le fil du discours comme d'autres celui de la course.

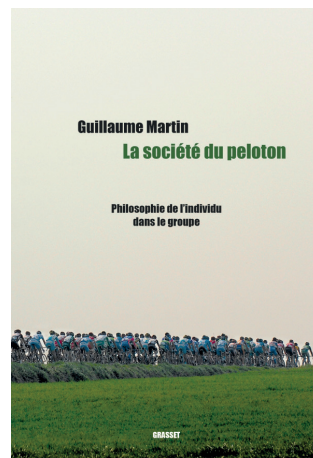
Paru il y a trois ans, *Socrate à vélo*, plaisant récit d'une Grande Boucle courue par des philosophes bavards, n'était donc qu'un prologue, une mise en jambes. On retrouve ici les allers-retours entre expérience personnelle et développements théoriques qui faisaient le sel de l'ouvrage. Mais le propos se veut plus ambitieux, et plus grave.

Il est exposé lors d'un « échauffement » d'une vingtaine de pages à partir de l'argument suivant : « *Trois échappés luttent dans le final d'une épreuve cycliste pour résister au retour du peloton.* » Ils ont beau savoir qu'ils doivent pour cela unir leurs efforts, le plus souvent ils échouent pour avoir versé dans le chacun pour soi. Guillaume Martin fait de cette situation cornélienne la métaphore d'une société incapable d'opérer les choix qui s'imposent pourtant à elle afin d'éviter sa perte. « *"Sport individuel pratiqué en équipes", la petite reine ne couronne qu'un seul vainqueur, qui ne pourra cependant triompher sans l'aide de ses coéquipiers, sans une formation structurée qui le porte et l'élève. [Or] chaque coureur est bousculé entre plusieurs plans – à l'instar du citoyen de nos sociétés démocratiques, écartelé entre ce vers quoi ses instincts le poussent et ce que la loi, la morale ou le politiquement correcte lui dictent. De ces exigences contradictoires, visibles exemplairement dans le cyclisme mais qui inondent en réalité tout de nos vies, ne peuvent naître que des incohérences. Elles sont le lit des crises que notre monde traverse.* » Ces crises sont celle du modèle démocratique, la crise sanitaire actuelle et, « *la plus importante de toutes* », la crise écologique liée au réchauffement climatique, symbolisée par cet « *homme moderne, perdu entre la poursuite de son bien personnel immédiat et la conscience des maux que générera à terme cette quette, tiraillé entre un sens des responsabilités quant à l'avenir de ses enfants, de son espèce, et les contraintes de la vie singulière.* »

Comment un individu peut-il se gouverner face à « *un monde absurde* » et « *une société inconséquente (...)* qu'il construit autant qu'il combat ? » : tel est le sujet d'un essai qui se lit « *à travers les yeux d'un cycliste, cherchant inlassablement à s'échapper d'un peloton auquel il est inextricablement lié, puisqu'il le constitue.* »

L'été prochain, saisis par le suspense de la course derrière notre poste de télévision, combien seront-nous à faire de la philosophie sans le savoir ? ●

La société du peloton, philosophie de l'individu dans le groupe, Guillaume Martin, Grasset, 2021, 186 pages, 17,90 €.



XTREM, UNE HISTOIRE DES SPORTS À SENSATIONS

Les sports extrêmes ne sont pas la tasse de thé de l'Ufolep, qui préfère valoriser les pratiques pour tous en toute sécurité. Mais la variété des disciplines réunies sous cette catégorie peut aussi s'envisager sous l'angle de la découverte et du multisport. Les passerelles existent entre les pratiques loisir et celles plus exposées du ski freeride, de la slackline ou du surf et de ses dévirs. « Eau », « air », « urbain », « montagne », la palette est large et inclut les inclassables « VTT slopestyle » et « FMW freestyle motocross », aussi aériens que terriens, et même les multiples variations de la « ride handisport ». Chaque entrée est émaillée de portraits de grands noms du passé et de figures actuelles de ces spécialités. ● **PH.B.**

XTREM Sports, Manu Massabova et Nicolas Arquin, préface de la surfeuse Justine Dupont, Marabout, 180 pages, 25,90 €.



Brigitte Henriques, quelle place pour les affinitaires au sein du CNOSF ?

Présidente du Comité national olympique et sportif français depuis juin 2021, Brigitte Henriques fait le point sur les dossiers d'actualité et défend la synergie entre fédérations olympiques et affinitaires.

Brigitte Henriques, candidate non encore élue présidente du CNOSF, vous insistiez sur le « sujet majeur » de la sortie de la crise sanitaire. Y est-on enfin ? Ou le mouvement sportif doit-il apprendre à vivre avec la résurgence régulière de l'épidémie ?

Ce virus conditionne toujours notre quotidien, avec la menace de nouveaux variants. Mais nous avons su nous adapter. Ma première priorité a été d'aider les fédérations à encaisser le choc de pertes de licenciés très conséquentes, heureusement économiquement compensées par les aides d'État. Multisports et affinitaires ont été parmi les plus touchées, avec une perte de 30% en 2020-2021. Je sors justement d'une réunion avec l'Agence nationale du sport sur le fonds de compensation de 10 millions

d'euros obtenu de l'Etat, auxquels s'ajouteront plus de 6 millions pris sur l'enveloppe des projets sportifs. Ces aides, le CNOSF est allé les chercher. Une fois que la situation sera stabilisée, il faudra aussi aller chercher de nouveaux licenciés. Mais cela prendra au moins un an ou un an et demi avant de retrouver la situation d'avant Covid.

Les clubs ont aussi vu des bénévoles s'éloigner d'eux. Vous insistez sur la nécessité de valoriser leur engagement : de quelle façon ?

Les clubs ont en effet perdu des bénévoles qui ont parfois changé de mode de vie, mais on a surtout vu comment la grande majorité d'entre eux a maintenu le lien social pendant le confinement. Leur rôle doit être davantage reconnu, c'est le sens de mes propositions de candidate et de celles formulées par le CNOSF pendant la campagne présidentielle : valoriser les compétences acquises et accorder un vrai statut aux 3,5 millions de bénévoles des clubs sportifs. Certes, obtenir des points de retraite supplémentaire peut sembler utopique en raison du coût que cela représenterait. Mais ce que les bénévoles apportent à la société en matière de santé et de cohésion sociale est incalculable ! C'est pourquoi, dans le cadre de l'Héritage des Jeux, nous souhaitons récupérer les locaux de l'académie Paris 2024 accueillie au siège CNOSF, pour en faire le Centre national du bénévolat et de l'arbitrage. Une maison où l'on reçoit et accompagne les bénévoles. Car le modèle sportif français, c'est d'abord le bénévolat.

Autre priorité affichée, l'accueil des Jeux olympiques et paralympiques à Paris en 2024. Mais, au regard de la menace sanitaire persistante et de l'impact de la guerre en Ukraine sur les relations internationales, ceux-ci ne sont-ils pas devenus un cadeau empoisonné ?

Qui aurait pu prévoir cette crise sanitaire sortie de nulle part ? Et qui aurait imaginé cette guerre ? Paris 2024 va s'adapter à cette situation, avec le souhait d'être porteur d'espoir.

Cependant, l'esprit olympique n'est-il pas sérieusement entamé quand, en préambule aux Jeux d'hiver 2022, le dirigeant du pays hôte semble nouer un

INTERNATIONALE DE FOOTBALL ET PROF D'EPS

Élue avec 57,87 % des voix, Brigitte Henriques est devenue le 29 juin 2021 la première femme présidente du Comité national olympique et sportif français. Professeure d'EPS agrégée de 1993 à 2011 parallèlement à sa carrière de footballeuse internationale (31 sélections), elle s'occupe aussi de la formation des jeunes joueuses à Clairefontaine (2002-2003) et exerce de 2008 à 2010 la fonction de manager général de la section féminine du PSG. Nommée en 2011 secrétaire générale de la Fédération française de football, elle est chargée du développement du football féminin et des dossiers du handicap et du football à l'école. En 2017, elle devient à la fois vice-présidente de la FFF et du CNOSF lors du troisième mandat de Denis Masseglia, qui à l'heure de sa succession lui apporte son soutien implicite. Brigitte Henriques est la sœur de Karl Olive, ex-journaliste sportif sur Canal + et actuel maire de Poissy, récent auteur pour le gouvernement d'un rapport sur l'inclusion par le sport. Sensible aux exigences de la communication, Brigitte Henriques a signé en janvier dans *Le Journal du Dimanche* et en février dans *Le Monde* deux tribunes sur la mixité et le souhait de voir le sport élevé au rang de « grande cause nationale » à la veille des Jeux de Paris 2024. ●

pacte avec le chef d'État d'une autre superpuissance qui, au lendemain de la cérémonie de clôture, va déclencher une guerre ?

A posteriori, cela paraît en effet impensable. Mais que peut faire le sport, sinon s'efforcer de proposer un environnement pacifique où tous les pays puissent se rencontrer ? Ensuite, peut-être est-ce au moment d'accorder l'organisation à un pays qu'il faut se poser certaines questions. J'espère qu'en 2024 nous serons sortis de ces crises et que les Jeux olympiques et paralympiques pourront apporter leur pierre à l'édifice de la paix.

Parmi vos engagements figurait celui de « nouer des relations de proximité et de confiance avec les fédérations pour servir et créer l'unité », avec un souci de « décloisonnement ». Depuis la suppression de leur collège, les fédérations multisports et affinitaires ont pourtant le sentiment d'être moins écoutées, en dépit de leur contribution en matière de santé, de vivre-ensemble ou d'insertion sociale...

Ces fédérations ne m'ont pas fait part de ce sentiment. J'ai le souci d'être proche du terrain et d'échanger en vis-à-vis pour connaître les problématiques de chacun. Mais mon début de mandat a été particulièrement chargé, avec les Jeux de Tokyo puis de Pékin, la loi sur le sport, le contexte de l'élection présidentielle... Depuis, j'ai renoué avec ces entretiens bilatéraux avec les responsables de fédérations, comme mi-mars avec Arnaud Jean pour l'Ufolep. L'été dernier, nous avons mis en œuvre le décloisonnement entre fédérations à travers des enquêtes. Cela a été très bien perçu, tout comme le principe de dîners des présidents et présidentes où tout le monde se mélange et où, à chaque fois, deux dirigeants présentent leur fédération. Le Covid a un peu perturbé le calendrier de ces rendez-vous, mais pour le prochain dîner j'ai demandé à Arnaud Jean de « pitcher » sur l'Ufolep. Il est important de se connaître les uns et les autres, et cela passe par des moments de convivialité. Chacun doit apporter sa plus-value, et l'éclectisme de nos fédérations fait la richesse du CNOSEF.

Plus précisément, quelle contribution attendez-vous de l'Ufolep ?

Pendant ma campagne, je n'ai pas eu l'occasion d'échanger de manière approfondie avec Arnaud Jean, qui m'avait fait part du soutien de l'Ufolep apporté à Emmanuelle Bonnet-Ouladj, auteure d'une superbe campagne. Lors de notre récent entretien, j'ai découvert la diversité des actions de l'Ufolep, sa « puissance de frappe » et sa culture de la transversalité, à travers le nombre de ministères auprès desquels elle déploie des projets et obtient des financements. Je souhaite que l'Ufolep fasse partager ce savoir-faire et mette ainsi en lumière l'apport du sport en matière de justice, de santé ou d'éducation. Je défends ardemment l'idée de complémentarité entre fédérations affinitaires et olympiques, et souhaite rompre avec les représentations qui feraient des premières des concurrentes des secondes, à qui elles vont prendre des licenciés. Mais les tiraillements tiennent souvent aux personnes, et des conventions peuvent clarifier le rôle de chacun. L'Ufolep et les fédérations affinitaires n'empiètent pas sur le terrain de la haute compétition. En revanche, des licenciés qui ont débuté en loisir avec elles souhaiteront peut-être un jour viser l'excellence.



Cet entretien paraît à la veille du second tour de l'élection présidentielle. Regrettez-vous que, le 17 mars dernier, seuls trois candidats aient répondu à l'invitation du CNOSEF de venir présenter leur programme ?

Tout d'abord, nous étions heureux d'accueillir ces trois candidats, et non des représentants, car tel était notre choix. Le CNOSEF a souhaité tirer profit de la fenêtre de tir médiatique de la campagne pour mettre en avant ses propositions. Des fédérations comme la FSGT¹ ou la FFRandonnée l'ont fait elles aussi. Je retiens que, pour la première fois, les « têtes de réseau » que sont le Cosmos, l'UCPF, l'Union Sport & Cycle, l'Association nationale des ligues de sport professionnelles, Sporsora, le comité sport du Medef et l'Andes² étaient réunies autour du CNOSEF

Le 16 mars, Brigitte Henriques a reçu Arnaud Jean, président de l'Ufolep, dans son bureau du CNOSEF.

DÉVELOPPER LE LIEN ÉCOLE-CLUB

« Je suis un pur produit de l'Éducation nationale. Professeure d'EPS, j'ai enseigné durant 20 ans. J'adorais ce métier et, à la Fédération française de football, je portais précisément ce dossier du lien avec l'école. Car la culture sportive, c'est à l'école que ça s'inculque. La pratique de l'EPS et son prolongement dans le sport scolaire, à travers l'Usep puis l'UNSS, sont indispensables au regard des enjeux de santé. Cela nourrit aussi la confiance en soi et la capacité à se dépasser. Quand on a goûté au plaisir de l'activité physique et du sport, il est plus naturel de se tourner ensuite vers la pratique en club. Pas forcément pour faire de la compétition d'ailleurs. Le club est, après la famille et l'école, le troisième lieu d'éducation, et notre société très fracturée en a bien besoin. Pour les décrocheurs du système scolaire, l'éducateur ou l'éducatrice sportive est parfois le seul adulte que l'on écoute et auprès duquel se construit le respect des règles et le rapport à l'autorité. » ●

et du CPSF (Comité paralympique et sportif français), après avoir été forces de proposition. Ensuite, on peut trouver désolant que le sport ait été absent des débats, même si la crise sanitaire et le contexte international ont beaucoup contribué à cela.

Pour finir, qu'est-ce qui, d'ici trois ans, vous donnerait le sentiment d'avoir réussi votre mandat ?

Avoir réussi l'unité de l'ensemble des fédérations réunies au sein du CNOSF et contribué à leur transformation économique. Car on ne peut pas tout attendre de l'État. Développer ses moyens financiers est indispensable pour étoffer les ressources humaines et aller chercher les licenciés. Je souhaite aussi que le CNOSF soit davantage partie prenante des questions de société en aidant par exemple les fédérations à prendre leur part dans la lutte contre toutes les formes de discriminations et contre les violences sexuelles. Il y a aussi les enjeux de santé face à la bombe à retardement de la sédentarité, et ceux de l'inclusion par le sport dans les quartiers politiques de la ville (QPV) et les zones de revitalisation rurales (ZRR). En la matière, de nombreuses fédérations, dont l'Ufolep, doivent faire partager aux autres leurs bonnes pratiques. Enfin, il y a l'enjeu de réussir les Jeux de Paris 2024, avec un héritage qui ne concerne pas seulement les fédérations

CNOSF / KNSF



«L'héritage des Jeux de Paris 2024 ne concerne pas seulement les fédérations olympiques.»

olympiques : faire de la France une nation sportive, avec un gouvernement qui développe une vraie politique publique du sport, considéré comme un levier d'amélioration de la société et non comme une charge. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE BRENOT

(1) Fédération sportive et gymnique du travail.

(2) Le Cosmos est une organisation patronale, l'Union Sport & Cycle le syndicat de la filière sport, Sporsora regroupe 220 acteurs de l'écosystème sport, l'UCPF l'Union des clubs professionnels de football et l'Andes l'Association nationale des élus du sport.

UNE FEMME DANS UN MONDE D'HOMMES, POUR LONGTEMPS ENCORE ?

SYMBOLE. «Être une femme dans un monde d'hommes, c'est toute ma vie ! Enfant, j'avais 5 grands frères, puis j'ai choisi un sport où nous n'étions que 25 000 joueuses. Quand j'ai passé mes diplômes d'entraîneuse, nous étions 4 femmes pour 85 hommes. J'ai ensuite été la première femme secrétaire générale puis vice-présidente de la Fédération française de football. C'est donc dans la continuité de ce que j'ai déjà vécu... Être élue présidente du CNOSF n'en est pas moins un symbole fort, et j'ai souhaité dédier cette élection à toutes les femmes. Sans caricaturer les choses, se mettre en avant ou oser passer de n°2 ou 3 à n°1 est moins naturel pour beaucoup d'entre nous. Mais j'ai aussi dédié cette élection aux présidents de fédération qui l'ont rendue possible en m'apportant leur suffrage. Non parce que j'étais une femme, mais parce que je proposais un projet coconstruit et une gouvernance partagée.»

PARITÉ ET MIXITÉ. «Avant que la loi sur le sport votée en février soit étudiée au parlement, nous avons recueilli auprès

des fédérations des statistiques sur la composition genrée de leurs bureaux exécutifs et de leurs organes déconcentrés. Il s'avère que, pour arriver à la parité, il manque 250 femmes au niveau national, 3000 au niveau régional et 4000 au niveau départemental. La mixité, c'est rendre naturelle la présence des femmes dans l'écosystème sportif. Pour cela, il faut aller les chercher, et ne pas se retrancher derrière l'argument selon lequel elles ne sont pas disponibles. Ces femmes existent, elles possèdent toutes les compétences requises et sont déjà présidentes ou dirigeantes de leur club, mais il faut les accompagner pour qu'elles se projettent en élue départementale ou nationale. Le "club des 300 dirigeantes" que j'ai souhaité créer, c'est pour arriver en 2024 à la parité au niveau national. Et le "club de la mixité", c'est pour que les présidents de fédération déjà engagés dans la parité et la mixité achèvent de convaincre les derniers récalcitrants. Dans la société d'aujourd'hui, c'est aussi tout simplement une question éthique. Cela prend toutefois un peu de temps, car ce genre de choses ne se décrète pas.» ●



Animation Ufolep sur le city-stade de Courville-sur-Eure (28).

Aménager des villes sportives

Autrefois principaux emblèmes d'une politique sportive dynamique, stades, gymnases et autres piscines ont perdu leur exclusivité : les pratiques sportives ont aujourd'hui gagné l'espace public à travers les mobilités actives et l'installation d'équipements légers et de proximité, de plus en plus souvent en libre accès.

Ma cité fait bouger

L'activité physique déborde des stades et des gymnases pour investir rues, places et jardins, nouveaux aménagements urbains et équipements de proximité à la clé.

«**S**avez-vous quel est l'outil le plus favorable à la pratique de l'activité physique en ville? Le banc public!»

Et Simon Davis, architecte-urbaniste chez AIA Environnement, de justifier aussitôt un point de vue un peu désarçonnant, mais finalement frappé au coin du bon sens: «Non seulement ce mobilier urbain s'avère utile à chacun pour faire des exercices, comme le pratiquant de running ses étirements, mais surtout il est efficace pour inciter les personnes âgées à marcher au quotidien. Il leur permet d'effectuer des pauses et de récupérer. C'est simple: il en faudrait un tous les 150 mètres. Et aussi une chaise à chaque étage d'immeuble!»

L'anecdote illustre un changement d'époque, où à l'échelle d'une cité l'on parle désormais

plus volontiers d'«activité physique» que de sport stricto sensu, avec de nombreuses implications concernant les différents espaces de pratique.

Gymnases, piscines, terrains de football et autres halles de tennis... Ces installations ont longtemps structuré la politique sportive de la ville: les spécialistes parlent d'ailleurs toujours d'équipements «structurants». À ceci près qu'ils s'inscrivent désormais dans un paysage plus large. «Ils constituent toujours des espaces de pratique privilégiés, mais plus seulement, opine Éric Kueny, responsable du service des Sports et de la Jeunesse de la commune de Village-Neuf (Haut-Rhin), située à la fois près de Bâle (Suisse) et de la frontière allemande. Aujourd'hui, notre politique sportive doit englober l'ensemble de la population et des

différentes tranches d'âges. Les gens expriment aussi des besoins qui auparavant émanaient seulement des associations fédérées.»

Délégué général de l'Union Sport & Cycle, représentant professionnel de la filière sport, Virgile Caillet constate effectivement «une mutation des pratiques sportives et une évolution de la demande vers plus de plein air et d'équipements en accès libre». Un effet de la crise sanitaire? «Pas seulement. L'étude Sport dans la ville que nous réalisons depuis 2018 montre que la pandémie et les confinements n'ont fait qu'accélérer une tendance qui avait émergé avant.» Ceci avec des motivations de «santé» et de «bien-être» citées par neuf personnes interrogées sur dix dans l'enquête 2021. «La crise a permis d'asseoir de nouvelles modalités de pratique, auto-organisée notamment, qui font davantage usage de l'espace urbain», confirme Marina Honta, sociologue à l'université de Bordeaux.

REPÈRES

On recense en France 339 674 équipements sportifs et sites de sport de nature, dont 80% sont la propriété du bloc communal et 22% ont plus de 50 ans. Par exemple, 40% des centres aquatiques ont été construits avant 1975 et 62% avant 1985.

Par ailleurs, 5000 équipements de proximité ciblés sur les territoires carencés ont été promis par l'État d'ici 2024, pour un budget de 200 millions d'euros. Une façon de répondre au fait que 26% des 1514 quartiers relevant de la politique de la ville (QPV) ne bénéficient d'aucune installation sportive et que les zones de revitalisation rurale (ZRR) sont elles aussi sous-dotées. Un effort particulier portera sur l'Outre-Mer, où les 8091 équipements recensés ne représentent que 2,6% des lieux de pratique pour plus de 4% de la population nationale.●

Ville de Bourges



VILLES CYCLABLES ET « MARCHABLES »

Cela va même plus loin: désormais, la ville dans son ensemble doit inciter au mouvement. Cela commence par les mobilités actives, pistes cyclables en tête, qui continuent de se multiplier partout en France. «On en parle souvent sous l'angle de l'environnement et de la réduction des gaz à effet de serre, mais elles constituent surtout un excellent moyen de faire bouger les gens. Donc de lutter contre les maladies cardiovasculaires, le diabète, l'obésité ou le surpoids, idéalement de façon sécurisée et dans un environnement le moins pollué possible. Mentionnons-le clairement dans nos documents d'urbanisme!» s'exclame le Dr Alexandre Feltz, adjoint à la maire de Strasbourg (Bas-Rhin) en charge de la



Ville de Nantes



Skatepark en bord de Loire à Nantes.

santé publique et environnementale. «*Et n'oublions pas le péri-urbain et la ruralité*», ajoute Vincent Bouchet, conseiller technique sportif Ufolep et référent national du programme Vélo pour tous.

Des villes cyclables donc, mais aussi «*mar- chables*», un concept que la capitale alsacienne, pionnière en matière de pistes pour le vélo, s'est également approprié, et qui passe par «*des trottoirs élargis et la création de magistrales piétonnes*», précise le Dr Feltz. Avec Rennes, Nantes, Dijon ou Metz, Strasbourg figurait ainsi en septembre au palmarès du premier Baromètre des villes marchables, qui a toutefois distingué la petite cité d'Acigné (Ille-et-Vilaine) et ses 7 000 habitants.

«*Il faut créer sur l'espace public les conditions pour inviter chacun à bouger*», résume Alexandre Feltz. Un enjeu que revendique aussi le design actif, concept en vogue qui vise justement à adapter et embellir l'espace urbain pour le rendre plus propice au mouvement en jouant sur l'effet incitatif (lire page 12).

La ville transformée en un vaste équipement sportif, Nantes Métropole en a fait un slogan: «*Nantes Terrain de jeu*». «*La démarche englobe les pratiques émergentes*

non compétitives de loisirs, de santé et de bien-être, explique Valérie Marqueton, responsable de l'événementiel sportif. *L'objectif est de rendre l'espace public accessible pour tous les habitants, et qu'il réponde à leurs désirs de pratique libre.*» Running sur les bords de Loire, musculation et gymnastique de plein-air sur des aires dédiées, ou encore glisse urbaine dans l'un des quatre skateparks et sur le site industriel reconverti des anciennes «*Nefs*» des chantiers navals. Sans oublier la slackline, cette sangle que l'on tend entre deux arbres pour y marcher en équilibre et dont la pratique est possible sur six spots dédiés, ni l'escalade, pour laquelle un mur a été installé en cœur de ville à l'emplacement d'une ancienne carrière.

SKATEPARKS ET STREET WORKOUT

«*Les collectivités doivent être à l'écoute, voire anticiper les besoins de leurs concitoyens*», reprend Éric Kueny, dont la commune de Village-Neuf a successivement aménagé trois parcours d'orientation, un espace de fitness en plein air, des circuits de jogging et de promenade, ainsi qu'un terrain permanent de VTT utilisé par le club local, les écoles et les collègues, «*ou tout*

autre pratiquant qui le souhaite».

Adjointe aux sports à la ville d'Orsay (Essonne) et secrétaire générale de l'Ufolep, Élisabeth Delamoye constate elle aussi «*une effervescence autour de ces espaces de pratique qu'utilisent aussi les associations, à l'image des city-stades et des parcours de santé. L'aspect sport-santé apparaît d'ailleurs primordial.*»

La cité tranquille de Château-Gontier (Mayenne) n'échappe pas au mouvement: «*la demande en pratique auto-organisée est forte*» et trouve à s'exprimer au parc de l'Oisillière, qui réunit circuit roller et vélo, city-stade, skatepark, boucle de running... «*Sans compter, les habitants qui viennent s'entraîner seul, avec un coach personnel, ou dans le cadre d'un groupe créé sur les réseaux sociaux*», se réjouit Vincent Saulnier, secrétaire général de l'Association nationale des élus en charge du Sport (Andes) et vice-président du Pays de Château-Gontier en charge de la jeunesse et des sports.

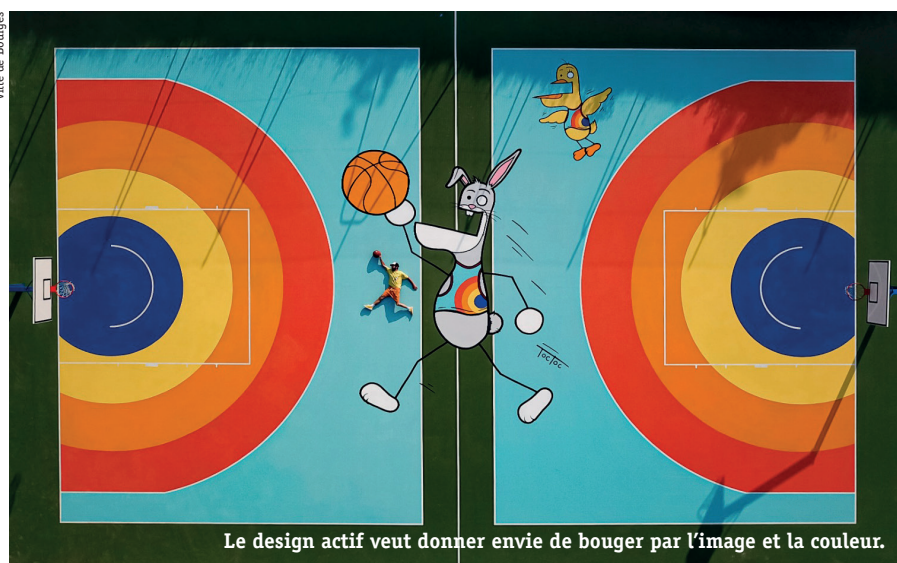
La demande «*explose*» tout autant à Bourges (Cher) selon les propres mots de la directrice des sports, Élise Gousseau-Brisset, qui détaille: «*On nous demande des terrains de basket-ball 3x3, des agrès de*

► *fitness et de street workout, des courts de padel...* » Le street workout? Une pratique de rue de renforcement musculaire, cardio-training, étirements et fitness. Quant au padel, c'est du mini-tennis pratiqué en double entre des parois vitrées.

Ce nouvel intérêt pour les équipements de proximité se traduit dans les chiffres. Au premier semestre de 2021, «*les collectivités territoriales ont réalisé en volume 68% de la commande publique d'équipements sportifs, mais "seulement" 52% en valeur*», relève Virgile Caillet. *Cela signifie qu'elles ont prioritairement commandé des équipements plus légers, en accès libre*». Les bestsellers du moment sont les skateparks, les terrains de padel et les aires de street workout et fitness mentionnés plus haut, tandis que les city-stades demeurent «*en stabilité sur ces dernières années*».

5000 ÉQUIPEMENTS POUR INNOVER ?

Un nouvel appel d'air est attendu avec le plan des 5 000 équipements de proximité, initié par Emmanuel Macron fin 2021. Doté de 200 millions d'euros jusqu'en 2024 et piloté par l'Agence nationale du Sport (ANS), il cible les territoires carencés: quartiers politique de la ville (QPV), zones de revitalisation rurale (ZRR) et Outre-Mer. «*C'est très dommage, car beaucoup de collectivités sont écartées*», regrette Éric Kueny, dont la commune n'entre pas dans les cases. Un argument qui peut toutefois être relativisé face au coût relativement modéré de ces équipements: entre 30 000 et 40 000€ pour un playground de basket 3x3, 55 000€ pour un espace multisports



Le design actif veut donner envie de bouger par l'image et la couleur.

ou un terrain de football 5x5. Pour du hand à 4, compter 50 000€, et un peu plus pour du beach hand (80 000€). Dans le sillage du dispositif Savoir Nager impulsé par Roxana Maracineanu, il est même question de bassins d'apprentissage de la natation (de 80 000 à 120 000€).

«*L'un des principaux intérêts de ce plan est d'ouvrir de nouvelles formes de collaboration entre collectivités, structures marchandes, associations et fédérations*, observe Virgile Caillet. *Aussi bien au niveau du financement que de l'exploitation future.*»

Patrick Appéré, président de l'Association nationale des élus en charge du Sport (Andes) est un peu moins enthousiaste: «*Nous aurions préféré un vaste plan Marshall des équipements structurants. Certes, le signal est intéressant. Mais il faudra aller*

plus loin et plus fort en complétant ce plan.»

En attendant, ces équipements dits en libre accès le sont-ils vraiment? Ou, plus exactement, le sont-ils à toutes et tous, filles et garçons, jeunes et âgés, valides et personnes en situation de handicap? Comme l'illustre Catherine Léonidas, adjointe aux sports à la Rochelle (Charente-Maritime), «*nous faisons tous ce constat d'une appropriation de ces espaces par les garçons. D'où l'importance de travailler sur des aspects comme l'éclairage et la mise à disposition de points d'eau, de douches et de vestiaires fermés dans tous les espaces de pratique. L'absence de ces éléments constitue autant de freins pour un accès des femmes et des jeunes filles.*» À Nantes, «*les équipements de street workout prennent en compte des aspects de la morphologie féminine, avec par*

LE DESIGN ACTIF, RÉSOLUMENT INCITATIF

Une portion de piste d'athlétisme peinte sur le sol, une marelle dessinée sur le chemin de l'école, des escaliers colorés ornés de messages motivants... Bienvenue dans l'univers du design actif, qui vise à encourager l'activité physique libre et spontanée: marche à pied, jeux sportifs et «*mobilités actives*» en mode vélo ou trottinette.

La cible, ce sont avant tout ceux qui pratiquent peu ou pas, des plus jeunes aux plus âgés. En février, l'Agence nationale de la cohésion des territoires et Paris 2024 ont lancé une expérimentation auprès de 6 territoires-pilotes: Bourges (Cher), Châtellerauld (Vienne), Limoges (Haute-Vienne), Plaine-Commune (Seine-Saint-Denis), Saint-Dizier (Haute-Marne) et Saint-Omer (Pas-de-Calais).

L'objectif est d'étendre ensuite la démarche parmi les 2 700 communes labellisées Terre de Jeux 2024 et les 222 qui sont intégrées au programme Action Cœur de Ville piloté par l'ANCT.

Un simple ripolinage? Des mesures purement cosmétiques? Pas pour Quentin Brière, maire de Saint-Dizier: «*Nous avons lancé une consultation pour désigner une assistance à maîtrise d'ouvrage et réaliser cette transformation pour le mois de juillet. Nous allons également associer les habitants, en particulier les enfants. Dans notre ville marquée par la désindustrialisation, nous souhaitons vraiment que le design actif constitue un outil de transformation.*» ● D.P.



Archives Ville de Paris

Au parc des Buttes-Chaumont à Paris, le street workout est un jeu d'enfant.

exemple des barres de traction placées moins haut que pour les garçons», souligne toutefois Valérie Marqueton.

COHÉRENCE ET COMPLÉMENTARITÉ

Entre les mobilités actives sur l'espace public, les pratiques sportives auto-organisées dans des espaces en libre accès ou des structures privées, et enfin la pratique associative fédérée accueillie par les équipements classiques que sont les stades, gymnases et autres dojos, les collectivités se retrouvent face à un défi de cohérence et de complémentarité. Comme le pointe la sociologue Marina Honta (lire page 14), le risque est d'aboutir à une « juxtaposition ou constellation de modalités hétérogènes de pratiques sportives ».

Virgile Caillet balaie en revanche tout risque de concurrence entre la pratique auto-organisée et les salles de sport privées. Il imagine plutôt des passerelles: « L'objectif reste d'inscrire l'activité physique dans le quotidien des Français et de faire grossir le nombre de personnes en activité. À un moment ou un autre, ils passeront par une salle de remise en forme », estime le délégué général de l'Union Sport & Cycle.

Le CTS de l'Ufolep Vincent Bouchet pointe pour sa part le risque de « déconnexion » des aménagements urbains ou péri-urbains:

« Prenons l'exemple d'une piste de pump-track, ces parcours en boucle fermée pour les VTT et BMX qui éclosent un peu partout. Dans combien de communes les enfants peuvent-ils emprunter une piste cyclable

sécurisée pour s'y rendre? Ça tombe pourtant sous le sens, non? » Oui, au même titre que les fameux bancs publics pour inciter les aînés à marcher. ● DAVID PICOT

MOBILITÉS ACTIVES : ÉQUIPEMENTS ET CULTURE VÉLO

« L'enjeu de la mobilité active ne se réduit pas aux aménagements structurels et englobe aussi les questions de vivre-ensemble, d'attractivité du territoire et de culture, souligne Vincent Bouchet, référent national Vélo pour tous de l'Ufolep. L'espace public doit

Philippe Brenot



Conjuguer voies vertes et culture vélo.

être sécurisant et attractif, c'est la condition pour qu'il soit plaisant d'aller à l'école à vélo. Alors oui, développons l'apprentissage du vélo, mais demandons-nous également si un enfant peut garer sa bicyclette à l'école puis rentrer chez lui ou se rendre au stade en toute sérénité. L'émergence d'une culture vélo dans les grandes agglomérations fait oublier le manque de pistes cyclables et d'intermodalité dans les zones périurbaines et rurales. Les élus y sont peut-être aussi moins sensibilisés à ces questions et disposent de moins de moyens. En tant que fédération sportive, l'Ufolep se doit de former des animateurs du Savoir Rouler à Vélo qui portent aussi ces messages. » ●

« Un équipement, mais pour quel projet ? »

Sociologue à l'université de Bordeaux, Marina Honta invite les collectivités à se montrer attentives à la complémentarité et la cohérence de leurs infrastructures sportives, notamment dans le cadre du plan de 5 000 équipements.

Marina Honta, qu'est-ce qu'une ville sportive selon vous ?

C'est une ville qui réussit à organiser les conditions d'un accès

effectif et durable à la pratique pour toutes et tous : les publics qui le demandent mais aussi ceux qui ne l'expriment pas, les groupes sociaux invisibles, silencieux, marqués par des formes de renoncement.

Si l'on prend l'exemple des équipements en libre accès, je pense au public féminin et à des groupes sociaux notamment issus de classes populaires qui, en raison de la monopolisation de ces espaces par le public masculin et d'usages sociaux du corps différenciés, s'abstiennent de les fréquenter. Ces formes de renoncements sociaux sont toutefois très difficiles à détecter et à travailler car les raisons en sont variées.

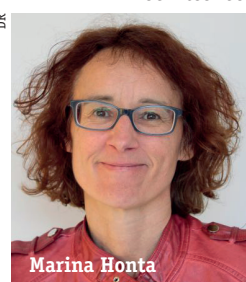
Quartiers politique de la Ville, zones de revitalisation rurale et Outre-Mer: les

critères d'éligibilité au plan des 5 000 équipements sont considérés par des associations d'élus comme trop restrictifs. Qu'en pensez-vous ?

Je ne suis pas d'accord, même si je comprends les revendications des élus locaux qui réclament « un plan Marshall », tant les besoins sont importants. Ce plan cible la géographie prioritaire, celle où les données font état de carence, de vétusté et de faible diversité des équipements sportifs existants. Nous sommes clairement dans une vision de service public du sport qui a la volonté de traiter la question des inégalités, lesquelles se sont creusées encore davantage avec la crise sanitaire. Je m'interroge en revanche sur l'ingénierie pour répondre à cet appel à projets et à bien d'autres dispositifs : les acteurs locaux sont très inégalement dotés en capacités à monter des dossiers, réaliser des études, justifier tels ou tels besoins... Comment les accompagne-t-on ? Il faudra aussi se demander pourquoi des collectivités éligibles n'y sont pas allées. Comment expliquer le non-recours à ce type de programme qui se veut pourtant aidant et volontariste ? Cela est rarement évalué.

Un nouvel espace de pratique est souvent perçu comme un nouveau service. Mais est-il toujours pensé comme un outil de la politique sportive ?

Un équipement c'est bien, mais pour quel projet ? La réflexion doit être globale et pas seulement portée par le service des sports et l'élu concerné, mais associer les services ayant trait à la santé, l'éducation, l'action sociale, la transition énergétique, et bien sûr l'urbanisme, autre acteur essentiel de cet accès aux pratiques, à travers les pistes cyclables notamment. Sans oublier les habitants, bien sûr ! Mettre en complémentarité et en cohérence les différents types de pratique et les équipements nécessite de la transversalité, de la participation et une co-construction. Mais c'est compliqué et chronophage, alors même qu'il faut répondre à des appels à projets adossés à des calendriers stricts. Cela n'incite pas toujours les collectivités à prendre ce temps de la réflexion pour établir des diagnostics approfondis et partagés. ● **D.P.**



Marina Honta

L'UFOLEP SUGGÈRE DES ÉQUIPEMENTS MOBILES

Dès l'annonce par le gouvernement de son programme de 5 000 équipements de proximité, l'Ufolep a sollicité l'Agence nationale du sport puis rencontré en janvier son directeur, Frédéric Sanaur, pour proposer le financement d'équipements mobiles inspirés des structures gonflables ou démontables du Playa Tour et des animations

UfoStreet et Savoir Rouler à Vélo. Un deuxième rendez-vous organisé en présence de la présidente de l'Ufolep



Mayotte, Naïalou Yahaha, a porté sur la problématique spécifique de l'Outre-Mer. L'Ufolep propose un projet de 10 à 20 équipements mobiles par an sur trois ans, en lien avec ses comités départementaux et régionaux. Ces équipements seraient notamment ciblés sur les zones de revitalisation rurale, pour lesquelles l'ANS a

reçu très peu de projets. Ils seraient aussi par moment en accès libre, conformément au cahier des charges. ● **PH.B.**

Le baskin, toujours plus inclusif

La convention Ufolep-BaskIN France vise à élargir le public de cette pratique handi-valide principalement développée en Pays-de-la-Loire.

Florianne Livet, vous êtes enseignante en activité physique adaptée et avez initié la pratique du baskin dans un institut spécialisé, près de Nantes, puis au sein de l'association Orea et de BaskIN France, structure affiliée à l'Ufolep¹. **Que représente le baskin aujourd'hui ?**

BaskIN France fédère 175 licenciés, dont 56 au sein de l'association Orea, et environ 200 personnes pratiquent chaque semaine au sein des 6 associations affiliées. La plupart sont situées en Pays-de-la-Loire, une autre dans la Loire². Il s'agit souvent de sections créées par des clubs de basket et des personnes sensibilisées à l'inclusion. Certaines ne se sont pas encore affiliées directement à l'Ufolep et passent par nos sections régionales Pays-de-la-Loire et Auvergne-Rhône-Alpes. Mais nous souhaitons que d'ici 2024 toute association soit directement affiliée à l'Ufolep, dont l'identité sport pour tous correspond à notre projet de réunir personnes avec ou sans handicap.

Qui sont les pratiquants ?

Des jeunes, des adultes, des parents et amis, avec autant de femmes que d'hommes et un tiers de personnes en situation de handicap. La majorité sont aujourd'hui des adultes, car les adolescents restés fidèles à la pratique ont grandi. Pour toucher les jeunes, nous avons créé des catégories 8-13 ans et 13-15 ans, sachant que les plus de 15 ans jouent avec les adultes. Orea s'est même lancé cette année dans le baby baskin (3-7 ans). L'esprit est familial, avec à la fois des jeunes accueillis en institut médico-éducatif (IME) et des adultes en situation de handicap vivant seuls en autonomie ou en foyer de vie, et des personnes valides ayant ou non un lien avec le monde du handicap, notamment d'anciens pratiquants de basket ou d'autres sports collectifs.



La pratique est-elle loisir ou aussi compétitive ?

Il y a une demande compétitive, à laquelle nous avons voulu répondre avec un championnat régional, vite interrompu par l'épidémie de Covid, mais que nous avons relancé en janvier. Il y a aussi des matchs amicaux entre clubs. Pour l'instant, en club les pratiquants s'entraînent tous ensemble, mais à l'avenir on peut imaginer que certains se tournent davantage vers la préparation de matchs, où ils puisent une motivation supplémentaire.

Le code d'activité baskin existe depuis 2018 à l'Ufolep : qu'attendez-vous de plus de la convention signée fin avril à l'AG de Brive ?

Être mieux connus, notamment des clubs de basket et multisports. De son côté, l'Ufolep souhaite que nous l'aidions à développer une réflexion plus large sur les pratiques inclusives, en prolongement de notre partenariat avec la Fédération italienne des sports inclusifs. Mais tout reste à inventer !

Quels axes de développement privilégiez-vous ?

Nous sommes ouverts à tout type de structure : club de basket, multisport, ou association comme Orea, consacrée au vivre-ensemble entre personnes en situation de handicap et valides. Orea a développé le baskin dans cet esprit, en lien avec l'IME des Sorinières, près de Nantes, qui demeure notre partenaire. On peut aussi regarder du côté de l'Italie, où 200 clubs disputent un championnat national ou des championnats régionaux, et où le sport scolaire a été un grand vecteur de développement. Ce n'est pas le cas pour l'instant en France, où des classes intégrées Ulis³ existent pourtant dans les écoles et où l'on pourrait aussi imaginer une pratique réunissant collégiens de l'UNSS et jeunes accueillis en IME. ●

PH.B.

INCLUSION À L'ITALIENNE

Né en Italie, où il existe une fédération des sports inclusifs (EISI), le baskin (prononcer « ine ») oppose deux équipes réunissant joueurs et joueuses en situation de handicap et valides lors de matchs de 4 x 8 minutes. Chacun est identifié à un numéro allant de 1 à 5, avec des règles spécifiques correspondant à ses capacités physiques et de compréhension.

La convention de 3 ans signée avec Baskin France porte sur l'organisation de la pratique (loisir et compétitive), le développement de nouvelles sections, la formation de cadres et de bénévoles et l'accompagnement des pratiques inclusives, avec la possibilité d'organiser un championnat départemental ou régional là où la pratique est présente, et même un championnat national d'ici 2024. ●

(1) Voir EJ n°11, avril 2014 (p26) et n°39, décembre 2019 (p13).

(2) Qui propose ponctuellement des animations avec l'amicale laïque de Beaulieu, à Saint-Étienne.

(3) Ulis : Unions localisées pour l'inclusion scolaire..

Une saison dans le rétro

Extraits du rapport d'activité adressé aux comités avant l'assemblée générale 2022 de l'Ufolep organisée du 29 avril au 1^{er} mai à Brive (Corrèze).

S**TOP&GO.** Des changements de rythme ont affecté les activités sportives au gré des mesures sanitaires liées par le contexte épidémique. Entraînements, compétitions : pour certaines disciplines comme les activités aquatiques et d'expression, les sports d'intérieur et d'opposition, les contraintes ont été plus lourdes et durables. S'y est ajouté l'arrêt des formations fédérales et aux premiers secours (PSC1) pour les bénévoles et une vie statuaire qui s'est maintenue, mais parfois à distance. Malgré cela l'activité sportive n'a pas été remise en question à l'Ufolep.

9 JUIN. Cette date-clé, troisième étape du déconfinement, a permis de retrouver une vie sportive normale et coïncidé avec le lancement par l'Ufolep de l'opération découverte généralement proposée en septembre, afin d'enclencher dès avant l'été une dynamique de reprise. Celle-ci s'est aussi appuyée sur l'organisation de championnats nationaux, des 25 étapes du Playa Tour et de la finale nationale UfoStreet, qui a réuni les 8 et 9 juillet à Paris-La Défense plus de 200 jeunes de 11 à 14 ans représentant des équipes issues des 60 phases départementales et régionales organisées depuis janvier.

QUARTIERS ET SÉJOURS D'ÉTÉ. L'Ufolep a proposé pour le public des territoires prioritaires des séjours sportifs réunis sous le nouveau label Ufolidays et ses comités ont participé aux actions Quartiers d'été, renouvelées par

endroit durant les vacances d'automne. Les séjours soutenus par l'Association nationale des chèques-vacances (ANCV) ont notamment fortement augmenté en 2021, avec 106 projets et 1 755 bénéficiaires.

JOURNÉES FÉDÉRALES. Organisées du 22 au 25 octobre au Pradet (Var), les premières Journées fédérales ont réuni 200 membres des commissions nationales sportives (tout juste renouvelées) et élus ou professionnels des comités. Tous ont travaillé à la mise en œuvre, dans leur discipline et sur leur territoire, des orientations du Projet sportif fédéral (PSF).

SPORT-SANTÉ. Le réseau des maison sport santé société (Ufo3S) a continué de se développer et réunit aujourd'hui 48 espaces labélisés, qui en 2021 ont accueilli 5 063 bénéficiaires (dont 56% de femmes). 28 de ces espaces bénéficient par ailleurs du label ministériel Maison sport santé (M2S), ce qui fait de l'Ufolep la première structure porteuse du dispositif.

MULTISPORT. L'Ufolep a poursuivi le déploiement de son offre multisport, notamment à travers des sessions Kid Bike et Savoir rouler à Vélo et le travail sur le dispositif UfoBaby (*lire page 20*) pensé pour venir en amont des 133 écoles multisports, lesquelles ont réuni 4 160 jeunes bénéficiaires en 2021.

FORMATION. L'Ufolep a organisé 59 sessions du Certificat de qualification professionnelle d'animateur de loisirs sportifs (CQP ALS), avec 542 diplômes délivrés pour 708 candidats, dont 600 issus des quartiers politique de la ville (QPV) et des zones de revitalisation rurale (ZRR) via le dispositif Sesame. De son côté, la formation fédérale a pâti du contexte épidémique, avec 2 727 stagiaires formés pour 7 750 journées de formation en 2021.

SECOURISME. En 2021, 16 047 personnes ont été formées aux premiers secours civiques (PSC1) lors des 2 166 sessions organisées par les 85 comités Ufolep agréés. Par ailleurs, 58 nouveaux formateurs et formatrices ont été formés lors des trois stages organisés en 2021 à Fort-de-France (Martinique), Fougère-sur-Bièvre (Loir-et-Cher) et Urrugne (Pyrénées-Atlantiques).

NUMÉRIQUE. Notre site internet a enregistré une hausse de fréquentation de l'ordre de 15% (163 253 visiteurs) et la plateforme creation.org un doublement de ses usagers (3 724 visiteurs), tandis que 58 départements, 11 régions et CNS utilisent notre service Ufoweb. Côté réseaux sociaux, l'Ufolep compte 9 961 abonnés à son compte Facebook (+18%), 2 596 à Twitter (+14%), 2 310 à LinkedIn (+31%), 1 261 à Instagram (+24%) et 456 à sa chaîne YouTube (+12%).

206 025 ADHÉRENTS, DONT 51,6% DE FEMMES

L'Ufolep a enregistré en 2020-21 une baisse du nombre de ses licenciés d'un peu plus de 30%, similaire à l'ensemble des fédérations sportives, et perdu dans le même temps un peu moins de 10% de ses associations. Elle comptait ainsi 206 025 adhérents, dont 51,6% de femmes et 48,4% d'hommes, et 6 678 associations (dont 1 021 professionnalisées). À noter par ailleurs que 20% des jeunes de 16 à 25 ans adhérents à l'Ufolep ont bénéficié pour leur prise de licence 2021-2022 de l'aide d'État de 50€ du Pass'Sport. Les six premières activités ou familles d'activités en termes d'effectifs sont : la gymnastique artistique (31 187 licenciés, soit 16,10%); les activités de la forme « douces » (14 450, 7,32%); le cyclo et le cyclo-sport (12 007, 4,27%), les activités de la forme « cardio » (7 234, 3,67%), le volley-ball (6 536, 3,31%) et le badminton (6 133, 3,11%). ●



LABELS. L'Ufolep a obtenu le label Terre de Jeux décerné par le Comité d'organisation des Jeux olympiques de Paris 2024 et rejoint ainsi une communauté réunissant des collectivités territoriales et des acteurs sportifs. Elle a également obtenu la certification Qualiopi, gage de qualité désormais obligatoire pour tout organisme de formation souhaitant que ses actions puissent bénéficier de financements publics.

PARTENAIRES. Agence nationale du sport (ANS), ministères des Sports, de la Ville, de l'Intérieur, de la Santé, Fondation Alice Milliat, Agence nationale des chèques-vacances, Fédération nationale des centres de documentation et d'information des droits des femmes et des familles, Paris 2024... Tous ces acteurs, et bien d'autres encore, ont réitéré la saison passée leur attachement à l'Ufolep et ses valeurs. ●

National cyclosport 2021 à Corbelin (Isère).

Que retenir de la loi sur le sport ?

Après onze mois de travail et à deux ans de Paris 2024, la loi sur le sport a été adoptée le 24 février dernier.

Les points essentiels de cette loi «visant à démocratiser le sport en France» sont la gouvernance avec un focus sur la parité dans les instances et le non-cumul des mandats (limités à trois pour la présidence à une fédération), le volet sanitaire via la prescription en matière de sport-santé, des dispositions concernant l'éducation et le lien école-club, et enfin la prévention des violences et discriminations.

La parité vise à permettre l'accès de davantage de femmes au plus haut niveau des fédérations: 50% dans les organes dirigeants, afin de coïncider en 2024 avec les premiers Jeux olympiques totalement paritaires (autant d'athlètes femmes que d'athlètes hommes). Mesure complémentaire: le poids politique des clubs passe à 50% des voix lors des assemblées générales.

Du côté des politiques sportives, obligation est faite aux collectivités de créer des accès indépendants aux équipes

sportives des établissements scolaires (écoles, collèges et lycées) pour les associations sportives locales. Cette mesure est complétée par le renforcement des liens entre l'école et les clubs sportifs pour une logique sportive et éducative dans le cadre du plan sportif local, avec la volonté de renforcer le dispositif Savoir rouler à vélo et le plan Aisance aquatique.

Enfin, concernant le volet santé, la loi témoigne de la volonté d'élargir la prescription de l'activité physique adaptée à un plus grand nombre de bénéficiaires, en particulier les patients atteints de maladie chronique avec des facteurs de risque (surpoids, obésité ou hypertension artérielle) ou en perte d'autonomie. Une mesure en lien avec la loi sur les Maisons sport santé, élargie depuis aux structures, établissements et services médico-sociaux prenant en charge des personnes âgées ou avec handicap, mais aussi les foyers de jeunes travailleurs et les hébergements d'urgence.

La loi sur le sport pourra être mise en œuvre à partir de la parution des décrets d'application. ●

Visages du **secourisme** Ufolep

Qui sont les acteurs de terrain de la formation aux premiers secours civiques (PSC1) à l'Ufolep? Pourquoi cet engagement?

«DEMAIN, FORMER AUSSI LES MALENTENDANTS»



Yvelise Clotilde, 44 ans, Guadeloupe

«Je suis formatrice PSC1 depuis octobre 2017, à l'issue d'un stage de 8 jours pour lequel une équipe du National était venue en Guadeloupe. Le PSC1 m'avait auparavant été proposé en tant que présidente d'une association.

J'ai considéré que c'était un devoir de ma part d'être en capacité intervenir si l'un des membres se trouvait en difficulté. Et à observer la façon dont le formateur dispensait la formation, j'ai eu envie d'aller plus loin dans ma contribution de citoyenne. Peut-être deviendrais-je même un jour formatrice de formateurs si mon comité souhaite que je puisse venir épauler la personne qui possède aujourd'hui cette compétence.

Comme je maîtrise la langue des signes, j'ai également le souhait de former un jour des personnes malentendantes au PSC1. Jusqu'à présent, j'ai seulement expliqué à certains tout l'intérêt du PSC1. Aujourd'hui, je me sens pleinement compétente pour le faire. Mais les restrictions sanitaires liées au Covid ne l'ont pas encore permis.

Un jour, auprès d'un public adulte où il y avait aussi une petite fille, j'ai expliqué à celle-ci sans lui monter moi-même comment elle pouvait mettre en position latérale de sécurité (PLS) une personne faisant quatre fois sa taille. Elle était si fière d'avoir réussi qu'elle en a parlé à sa maîtresse d'école, qui la semaine suivante m'a demandé d'intervenir dans sa classe pour une session de PSC1.»

«FACE AUX NOYADES ET ACCIDENTS DOMESTIQUES»



Adrien Michon, 39 ans, Mayotte

«Je suis formateur de formateurs PSC1 depuis une semaine. Cela fait sens dans mon parcours, où à côté de mon poste de directeur adjoint d'une communauté de communes j'ai été formateur de sauveteurs secouristes du travail et d'assistants de prévention, ce qui a ren-

forcé mon appétence pour les questions de santé et de sécurité. Le Centre national de la fonction publique territoriale (CNEFPT) et d'autres organismes de formation ou des universités font régulièrement appel à moi pour former des agents territoriaux, des salariés ou des étudiants.

Mayotte est un territoire où les défis sont aussi nombreux que les jours de l'année, et les besoins en formation considérables. 60% de la population a moins de 20 ans et il est indispensable de faire monter en compétences les actifs de demain, alors même que l'oisiveté forcée est une gangrène qui touche maheureusement bon nombre de jeunes et en conduit certains vers la délinquance. C'est là d'un fléau que tous les acteurs de l'éducation populaire tentent de combattre, au même titre que la pauvreté et l'exclusion. Le jour où je me suis senti le plus utile est celui où j'ai porté secours à une fillette en train de se noyer. Les noyades font hélas de trop nombreuses petites victimes à Mayotte, tout comme les multiples accidents domestiques, et notamment les brûlures causées par la cuisine au feu de bois ou au pétrole lampant dans les foyers qui n'ont pas les moyens de cuisiner au gaz ou à l'électricité.»

DYNAMIQUES DÉPARTEMENTALES

«À ce jour, 85 comités Ufolep forment aux premiers secours civiques (PSC1), qui sont pour eux une source de revenus contribuant à financer les postes d'éducateurs sportifs, mais aussi un positionnement citoyen, d'autant plus que peu de fédérations sportives disposent de l'agrément, souligne Stéphane Lalanne, responsable de l'équipe pédagogique nationale de secourisme. Cela nous permet d'être sollicité à la fois par des acteurs sportifs, par des communes, ou dans le cadre de la politique de la Ville. Et si la part des responsables et licenciés Ufolep parmi les stagiaires est secondaire, l'offre de formations à prix réduit, voire gratuites, est aussi un outil de fidélisation et de développement de notre réseau associatif. Nombre de comités Ufolep forment également les volon-

naires en service civique de la Ligue de l'enseignement.»

En 2021, les comités ayant le plus formé au PSC1 – 7 heures sur deux demi-journées, une journée complète ou en soirée – sont La Réunion (1510 diplômes délivrés), Paris (975) et la Haute-Garonne (856). Sur dix ans, on retrouve La Réunion (4054) et la Haute-Garonne (2770), suivies du Loiret (2618) du Rhône (2602) et de l'Hérault (2051).

«À La Réunion et à Mayotte, l'Ufolep occupe une place éminente sur la sensibilisation aux premiers secours car elle est positionnée sur l'aspect citoyenneté quand la Sécurité civile et les Sapeurs-Pompiers sont accaparés par les interventions et la Croix-Rouge par l'accueil social des migrants», précise Stéphane Lalanne. ●

« CONNAÎTRE TOUS LES GESTES QUI SAUVENT »



Lola Busselier, 21 ans, Drôme

« Je me suis formée l'été dernier avec l'Ufolep car je pense que tout le monde devrait connaître ces gestes simples qui peuvent sauver des vies. Je suis aide-soignante de métier, pompier volontaire à côté, et j'interviens aussi

pour la Croix-Rouge sur des poste de secours.

Je suis à l'aise avec les personnes plus âgées que moi, y compris quand je me trouve dans la posture de formatrice. Sinon, mes compétences de pompier volontaire et de secouriste me sont particulièrement utiles au quotidien, dans mon travail auprès de personnes âgées. En particulier lorsqu'elles font une "fausse route" pendant les repas, ce qui peut provoquer un étouffement. C'est un geste essentiel que je suis amenée à faire assez régulièrement. »

« FORMATEUR DE FORMATEUR ET CONCEPTEUR »



Charly Gonzalez, 41 ans, Yonne

« Délégué départemental de l'Yonne, j'ai été de toutes les premières Ufolep: formation de formateurs PSC1 en mai 2013, puis de formateur de formateurs en 2015. Depuis 2017, je suis aussi concepteur, habilité à construire les formations et animer l'équipe

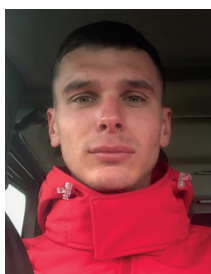
de formateurs de formateurs.

Dès 18 ans j'ai passé l'Attestation de formation aux premiers secours (AFPS), remplacée depuis 2007 par le PSC1, et quelques amis sont devenus pompiers volontaires. Moi, je n'ai pas sauté le pas et suis resté dans l'environnement sportif. Mais en 2013, j'ai tout de suite proposé de suivre la formation avec un jeune collègue afin d'obtenir l'agrément ministériel. Ensuite tout s'est enchaîné: mise en place de formations PSC1 pour nos licenciés, les

accueils de loisir, des communes et des comités sportifs), la Prévention judiciaire de la jeunesse (PJJ), l'École de la deuxième chance et les volontaires en service civique de la Ligue de l'enseignement. Nous sommes désormais une équipe de cinq: deux formateurs de formateurs et trois formateurs, dont deux sont des bénévoles. Ces interventions aident à financer des postes, elles sont à l'origine de partenariats et nous confèrent une reconnaissance au niveau départemental. Avant le Covid, nous formions 300 personnes par an, et cette année nous sommes remontés à plus de 200.

Je suis dans la formation, pas dans l'intervention, et en tant que citoyen secouriste, j'ai rarement eu l'occasion de mettre à profit mes compétences, si ce n'est quelques PLS, lors de malaises sur les manifestations, ou lorsqu'une jeune femme a perdu connaissance dans nos bureaux. »

« AU QUOTIDIEN AVEC DES ENFANTS »



Charlie Ollivier, 24 ans, Sarthe

« Je suis éducateur sportif à l'Usep Sarthe durant la semaine, et le samedi à l'Ufolep en tennis de table. Et donc je suis aussi formateur PSC1 depuis décembre après un stage Ufolep à Urrugne (64). Quand mon comité me l'a proposé, j'y ai vu l'occasion d'acquérir de nouvelles compétences. Moi qui travaille au

quotidien avec des enfants, je sais désormais quels gestes effectuer en cas d'accident, même si jusqu'à présent il s'est surtout agi de petits bobos ou de brûlures.

J'ai récemment co-encadré ma première formation au Mans avec ma collègue de l'Ufolep, Nadia, auprès de volontaires en service civique de la Ligue de l'enseignement, et d'ici fin avril je dois en encadrer une de façon autonome. La première fois que l'on se trouve en position de formateur, c'était un peu stressant. C'est une pression, mais aussi un bonheur de transmettre. »



PLS, CELLOPHANE, MASSAGE CARDIAQUE ET GARROT PRÊT À L'EMPLOI

Exceptionnel par son ampleur, le stage de recyclage organisé les 6 et 7 avril au CISP Ravel à Paris sur deux demi-journées a réuni 160 des 260 formateurs nationaux de secourisme, qui se sont également retrouvés pour une soirée sur une péniche où plusieurs récompenses ont été remises.

Le mercredi après-midi a été consacré à une information sur l'évolution des textes et à des ateliers sur les nouveaux gestes et consignes. Désormais, on ne place plus une personne en position latérale de sécurité (PLS) en cas de suspicion de traumatisme et, en cas de brûlure simple, l'on peut utiliser du film cellophane de cuisine pour « emmailloter » la brûlure après refroidissement.



Les stagiaires se sont également familiarisés avec l'utilisation, en cas d'hémorragie, de garrots industriels prêts à l'emploi: une pratique initiée par les militaires que devrait prochainement généraliser l'obligation d'en mettre à disposition auprès des défibrillateurs ou des extincteurs.

Enfin, concernant le massage cardiaque pour les nourrissons et les jeunes enfants, on ne recommande plus 30 compressions suivies de 2 inflations comme chez l'adulte, mais un rapport de 15/2 pour une meilleure oxygénation. Le jeudi matin, les stagiaires ont ensuite mis en pratique ces nouvelles consignes pour une certification technique et pédagogique des acquis. ●

UfoBaby, l'aventure motrice des tout-petits

L'Ufolep se positionne sur l'éveil corporel des 0-4 ans en privilégiant la « motricité libre » et la participation des parents. Un dispositif à décliner par les associations comme par les comités.

Fanny Sarrail-Brassens, pourquoi l'Ufolep lance-t-elle aujourd'hui un nouveau dispositif baptisé UfoBaby?

Pour accompagner et structurer au niveau fédéral les initiatives menées depuis plusieurs années par des associations et des comités. La commission nationale gymnastique s'intéressait aussi à l'éveil moteur des moins de 4 ans. Mais le groupe de travail réuni autour de Florence Dufraise, élue nationale et ex-responsable de la CNS gymnastique, a souhaité ne pas limiter l'approche à cette seule discipline et plutôt créer une « porte d'entrée » du parcours multisport Ufolep, qui se prolonge ensuite avec les écoles de sport, le Kid Bike ou le multisport de nature.



Julien Crépeau/Molly Eyes

Que faut-il entendre par « éveil » et « UfoBaby » ?

Cela varie selon les représentations de chacun. Nous associons pour notre part la notion d'éveil et le dispositif UfoBaby à la tranche d'âge des 0-4 ans, dans le cadre d'une pratique accompagnée par l'adulte. Après, on bascule vers les écoles multisports, sans la présence des parents, même si ce levier demeure intéressant au-delà de cet âge et même si certaines écoles multisports Ufolep accueillent aussi les enfants dès 3 ans. Quant au nom UfoBaby, il a été choisi après moult débats

pour identifier d'emblée la fédération et la classe d'âge à laquelle on s'adresse.

Le concept de « motricité libre » d'UfoBaby signifie qu'on laisse l'enfant libre de ses évolutions...

C'est l'idée. Il ne s'agit pas d'opposer ce concept à nos pratiques actuelles mais de faire prendre conscience aux éducateurs que « l'exercice guidé » y occupe jusqu'à présent une place prépondérante. C'est sur ce principe qu'on apprend aux éducateurs à construire leurs séances. La motricité libre est culturellement très différente de ce que nous avons tous appris à faire, en ce qu'elle propose à la place un espace d'expérimentation aux enfants. On installe des exercices pédagogiques qu'ils vont s'approprier et à travers lesquels ils vont se mouvoir selon leurs capacités motrices et leur maîtrise de l'espace en sécurité. L'expertise des éducateurs s'exprime alors dans l'ordonnement des équipements et la façon dont – avec le concours des parents – ils vont encourager l'enfant à expérimenter et se mouvoir, sans la contrainte d'un exercice à réaliser et sans le porter, le tenir par la main ou le placer à tel ou tel endroit d'un parcours moteur.

Le parent devient une sorte de « co-éducateur sportif »...

Oui, dès lors qu'il prend conscience de son rôle d'insuffler par sa présence une sécurité affective et émotionnelle à son enfant. Pour les éducateurs, c'est une petite révolution ! Généralement, ils s'attachent plutôt à ce que les

EMMI PIKLER ET LA MOTRICITÉ LIBRE

La motricité libre est basée sur le principe de l'activité autonome : l'enfant est capable de construire ses différentes étapes motrices sans intervention directe de l'adulte. Cette pédagogie a été développée par la pédiatre hongroise Emmi Pikler (1902-1984). Après avoir exercé en hôpital et relevé l'incidence de l'éducation des parents sur le développement moteur des enfants, elle ouvre un cabinet de consultation où elle fait profiter les parents de travaux mettant en évidence le fait que les bébés sont acteurs de leur propre développement. Puis, en 1946, elle crée à Budapest une pouponnière pour orphelins de guerre où elle met en pratique ses préceptes. C'est la pédagogie Pikler, ou Pikler-Loczy, du nom de la rue où la maison est installée. S'appuyant sur les travaux d'un psychanalyste et d'une psychologue, Emmi Pikler prend en compte les carences affectives du jeune enfant et le besoin d'attachement, afin de lui apporter une sécurité affective à travers l'importance donnée aux soins (change, bain, repas) et à des temps de rencontre individualisés. ●



parents n'interfèrent pas dans la séance. Dans le milieu sportif le parent est souvent jugé absent et démissionnaire, ou au contraire omniprésent et étouffant. Avec UfoBaby, il est l'auxiliaire de l'éducateur sportif.

Il n'est pas aisé non plus pour un parent de se retenir de « guider » son enfant...

C'est plus facile en l'absence de consignes données à l'enfant, et donc sans notion de réussite ou d'échec dans la réalisation d'un exercice. Nous avons rédigé à l'intention des animateurs une fiche d'accompagnement à la parentalité, pour qu'ils aident justement les parents à être partie prenante de la séance. Ceci avec un objectif commun : que les enfants acquièrent les habiletés motrices nécessaires pour se sentir bien dans leur corps, afin d'aborder dans les meilleures conditions les étapes futures de leur développement.

L'éducateur délivre-t-il pour cela des consignes aux parents ?

Oui, des consignes sur leur façon d'être, mais de manière progressive, au fil des séances. La première c'est le regard : ne pas quitter son enfant du regard afin qu'il y puise la confiance nécessaire s'il a une hésitation, une appréhension. Souvent, l'une des consignes les plus difficiles à observer est de ne pas interférer avec les mouvements de l'enfant : ne pas le déplacer d'un endroit à l'autre, le placer dans une situation qu'il ne pourrait pas résoudre par lui-même, ou lui tenir la main quand il veut monter sur la poutre. Et si les enfants demandent systématiquement l'aide d'un parent, c'est probablement que l'exercice ne correspond pas à leur maturité motrice ! Pour faire passer ce message éducatif sans se montrer « infantilisant » auprès des parents, l'animateur doit faire preuve

de doigté et de subtilité. Il y a déjà tant d'injonctions qui pèsent sur les parents !

L'un des apports d'UfoBaby est le plein air...

C'est la marque Ufolep, sur ce point et aussi sur la prise en compte de la santé. Le plein air et la promotion de la santé sont d'ailleurs deux leviers éducatifs communs à tous nos dispositifs éducatifs. Or on a souvent tendance à surprotéger les tout-petits en les cantonnant aux espaces intérieurs, et généralement on ne se préoccupe de la santé dans l'activité physique que chez les plus grands. Or cet enjeu est présent dès les premiers jours de la vie, comme le soulignent les Maisons des 1000 premiers jours qui se mettent en place dans la foulée du rapport d'experts remis au gouvernement en septembre 2020. L'éveil moteur va de pair avec l'éveil sensoriel, social et cognitif qui concourt aussi au développement de l'enfant. Or cet éveil sensoriel prend une dimension supplémentaire en plein air : le vent, la terre, les arbres... Tous ces éléments sont vecteurs de sens et d'émotions. Il s'agit d'organiser les séances au dehors, en agrégeant à l'espace d'évolution tout ce que la nature met à disposition : des glands, des marrons et des feuilles mortes en automne, et des bouts de bois sur lesquels marcher pour remplacer les galets en matière synthétique. Cela rapproche UfoBaby de l'école en forêt et de l'éveil à la nature.

Quelle est la durée et le déroulement d'une séance ?

La durée et la construction de la séance diffèrent pour des enfants de 6 mois ou de 3 ans. Il convient de prendre en compte leur fatigabilité et leurs besoins physiologiques et chronobiologiques. Tout dépend aussi si c'est un espace partagé avec d'autres enfants, s'il y a beaucoup de bruit ou pas. Disons 30-40 minutes pour les plus petits, et jusqu'à

Les plus éveillés peuvent essayer la draisiennne.

une heure pour les grands. Quant au déroulement, les routines et les rituels de début de séance ont une grande importance pour placer les tout-petits dans les meilleures dispositions. On installe par exemple une proximité enfant-parent en s'asseyant tous en cercle, avant de faire l'appel en énonçant tous les prénoms (enfants et parents) et en se passant une petite balle pour se mettre tranquillement en mouvement. En fin de séance, un marqueur sonore ou visuel aide ensuite à quitter le plus doucement possible le lieu d'exercice et le matériel, dont il est souvent difficile de se détacher sans cris ou sans pleurs à cet âge.

Combien d'enfants un éducateur peut-il accueillir ?

Cela dépend notamment de l'âge des enfants et du fait qu'ils ont acquis la marche ou non. Mais si les crèches et les regroupements d'assistantes maternelles (Ram) ont leurs règles, il n'existe aucune réglementation particulière pour les associations. C'est une question de bon sens : un groupe réduit favorise la sécurité affective et permet à l'éducateur de créer plus facilement le lien avec les enfants et les parents et d'interagir avec eux. Et n'oublions pas que 6 enfants + 6 adultes, cela fait déjà 12 personnes. C'est un peu différent en crèche ou Ram, où souvent chaque assistante vient avec deux ou trois enfants.

Existe-t-il un kit de matériel UfoBaby ?

Pas encore, et ce n'est pas la priorité, car la plupart de ceux qui se lancent sur ce public ne partent pas de rien. S'il faut donner un conseil, c'est de penser aux routines de début et de fin, et surtout de privilégier un matériel pouvant être utilisé à l'extérieur. L'idée est aussi de favoriser la diversité des exercices à travers 4 types de matériel : celui propice à la motricité (avec tunnels et plans inclinés) ; celui propice à l'assemblage et à la construction ; celui propice à la manipulation (arc et flèches, balles) ; et enfin celui qui favorise les jeux « sensori-moteurs », avec des faces rugueuses, des poils,

et des jeux sur la lumière. Nous encourageons à ce titre la création d'espaces Snoezelen¹, comme en proposent parfois les crèches : des espaces apaisants qui favorisent la détente en faisant appel au caractère assombrissant de certains matériels. L'enfant pénètre par un tunnel dans une tente opaque où il trouve différents types de balles et objets fluorescents ou clignotants.

UfoBaby a-t-il été pensé pour les associations ou les comités ?

Les deux, ce pourquoi nos formations sont ouvertes à la fois aux bénévoles et aux professionnels. La petite enfance est une tranche d'âge sur laquelle certains hésitent à se lancer en raison d'idées préconçues quant à la réglementation et l'exigence de diplômes. Il faut lever ces freins. L'équipement ne doit pas en être un non plus : sur Leboncoin, on trouve des tunnels et des tapis puzzle de seconde main qui se prêtent à un déploiement rapide de la motricité libre, en attendant de futurs investissements !

Imaginez-vous plutôt une association qui se crée autour de l'activité, ou une association déjà existante qui élargit son offre...

Nous ne privilégions aucun modèle, mais il sera très certainement plus facile à une association ayant déjà une expérience avec les enfants d'ouvrir une nouvelle section. D'ailleurs, ces sections font généralement tout de suite le plein et sont plutôt bénéficiaires financièrement. Mais nous accompagnons tout le monde, y compris les associations de quartier et les centres sociaux. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE BRENOT

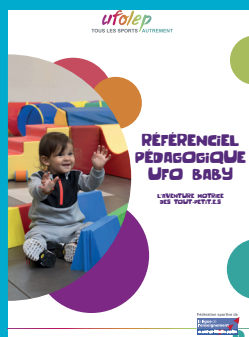
(1) Le terme définissant ce concept développé aux Pays-Bas dans les années 1970 est la contraction de « snuffelen » (renifler, sentir) et de « doezelen » (sommoler) et associe les notions d'exploration sensorielle et de détente.

(2) Notamment l'Aisne, l'Aveyron, le Calvados, le Cher, la Corrèze, la Creuse, la Dordogne, la Gironde, les Landes, le Loir-et-Cher, l'Oise, le Rhône, les Deux-Sèvres, le Tarn, le Tarn-et-Garonne, l'Essonne...

FORMATIONS ET OUTILS PÉDAGOGIQUES

Organisée en décembre dans le Puy-de-Dôme, la première formation UfoBaby a réuni 13 stagiaires. D'autres sont prévues fin avril en Centre-Val-de-Loire et début juillet en Île-de-France. Le format a été réduit de trois à deux jours pour permettre au plus grand nombre de bénévoles et de professionnels d'y participer.

Apprendre à animer une séance passe par l'acquisition de connaissances relatives au développement physique mais aussi cognitif et psychologique de l'enfant. « Cette dimension est indispensable pour savoir comment s'adresser au public des très jeunes enfants et saisir tout l'intérêt de la motricité libre dans leur développement », souligne Fanny Sarrail-Brassens, responsable du dispositif. Viennent ensuite l'appropriation du dispositif :



pédagogie, parentalité, santé et plein air. Selon le public – plutôt des bénévoles ou plutôt des salariés –, le contenu de la formation peut être adapté pour se focaliser davantage sur la simulation de séance, avec une mise en place matérielle, ou sur l'organisation d'événementiels et la mise en place de partenariats : Maisons des 1000 premiers jours, relais parentalité, collectivités territoriales, structures d'accueil, etc.

Le référentiel pédagogique distribué aux stagiaires inclut des fiches sur la parentalité et sur l'observation en séance, des exemples d'exercices de routine et de motricité libre organisés par habiletés motrices, ainsi qu'un kit de communication : flyer de présentation, affiches, roll up, etc. ●

Pour tout renseignement : fsarrailbrassens.laligue@ufolep.org

Des comités très éveillés

De nombreux comités et associations n'ont pas attendu UfoBaby pour s'adresser aux 0-4 ans, à l'image de la Creuse et de l'Essonne.

Présente depuis plus de 15 ans auprès des tout-petits, l'Ufolep **Creuse** intervient aujourd'hui auprès d'une trentaine de structures, crèches et regroupements d'assistantes maternelles (Ram) avec une équipe de 6 animateurs et animatrices qui sillonne les routes du département. « Nous avons pensé: pourquoi ne pas s'intéresser aussi à ce public? Profitant des compétences d'un animateur, nous avons alors construit une offre et adressé des courriers », se rappelle la déléguée départementale, Véronique Michnowsky. Ces séances d'éveil touchent environ 600 enfants, y compris au sein d'associations Ufolep.

L'**Essonne** anime de son côté des « bougeothèques », d'après un terme officiellement déposé par le centre communal d'action sociale de Landerneau (Finistère). « Les bougeothèques ont vu le jour en 2012 après un travail de plusieurs mois avec les Maisons de quartier de la ville d'Évry sur les thématiques de la motricité des tout-petits et de la parentalité. Aujourd'hui, une de nos animatrices, licenciée en Staps et formée par l'association Pikler, anime le dispositif avec l'appui de nos autres animateurs et animatrices départementaux et ceux et celles des maisons de quartier, tous formés ou a minima sensibilisés à la motricité libre », précise la déléguée Carole Perdry.

ACCÈS LIBRE

Maisons de quartier, centres sociaux, Ram et crèches: ces animations concernent 1500 personnes chaque année, mais très peu d'associations, qui sous des appellations différentes ont déjà leurs propres offres pour les tout-petits. Autre précision: la pratique n'est pas licenciée, à l'exception d'un créneau régulier créé dans le cadre du dispositif 1Pulse. Pour le reste, il s'agit d'une pratique en accès libre, avec une simple inscription à l'entrée de la salle.

Les bougeothèques de l'Essonne se sont donc développées en cohérence avec les acteurs implantés localement autour de la petite enfance. Les relais parentalité font par exemple la promotion de ces séances et une psychologue est ponctuellement présente lors de l'activité pour permettre aux parents de pouvoir discuter librement de différents sujets dans une atmosphère bienveillante. « Des perspectives de développement existent en lien avec la Caisse d'assurance maladie (CAF), sur le volet de la



parentalité et de la santé, avec une volonté d'éduquer à l'importance du mouvement et de l'activité physique dès le plus jeune âge afin de lutter contre la sédentarité. Notamment dans le sud du département, où ce type d'offre est très peu présent. » ● **FSB et Ph.B.**

Les bougeothèques de l'Essonne, dix ans d'expérience.

LE TWIRLING BÂTON MONTRE L'EXEMPLE

Deux représentantes nationales du twirling bâton Ufolep, Laurence Vincent et Sylvie Bonzans, ont participé à la première formation UfoBaby de décembre dans l'idée de proposer dans leurs associations une activité d'éveil non spécifique, avant l'apprentissage des bases du twirling. Ces deux bénévoles se feront notamment les portes paroles du dispositif et des possibilités de développement qu'il offre lors d'un évènement organisé en mai autour du twirling. C'est précisément le type démarche que l'Ufolep souhaite initier auprès d'associations actives sur le terrain du multisport enfant et des activités d'expression, de la forme et du bien-être: gymnastique, GRS, danse... C'est pour elles l'opportunité d'élargir leur public aux tout-petits, lesquels auront peut-être envie une fois plus grands de mettre en valeur leurs acquis moteurs et psychologiques dans des activités plus « encadrées » et codifiées. ●

FANNY SARRAIL-BRASSENS, RESPONSABLE NATIONALE UFOBABY

INSPIRÉ DU FONCTIONNEMENT D'UNE ASSO MULTISPORT

Management innovant en Val-d'Oise

L'Ufolep Val-d'Oise s'appuie sur l'association Ex-Aequo pour développer le sport société et moderniser sa gouvernance. Dialogue entre Valérie Lefevre, déléguée, et Jocelyne Loquien, co-présidente.

Valérie, en quoi ton expérience de 18 ans comme directrice de l'association Ex-Aequo, qui touche un large public et est aussi présente sur le sport société, t'est-elle utile en tant que déléguée départementale ?

V : Avec Ex-Aequo, j'ai appris que la dynamique de projet est incontournable pour être un acteur local reconnu et sollicité. Déléguée départementale depuis un an, je m'efforce d'être à la fois novatrice et à l'écoute du terrain. Je puise pour cela dans mon expérience de directrice d'association.

Jocelyne, tu étais la précédente déléguée départementale avant de prendre à la fois ta retraite et la co-présidence du comité. N'y a-t-il pas jamais eu de concurrence entre les deux structures ?

J : Non, mais un développement conjoint oui, après l'impulsion donnée par l'échelon national pour dévelop-



per à partir de 2013 un secteur sport société. Le comité s'est alors appuyé sur le savoir-faire d'Ex-Aequo dans un domaine totalement neuf pour lui. Nommée à la même époque déléguée départementale après avoir été 14 ans agente de développement, j'ai demandé à Valérie d'entrer au conseil d'administration de l'Ufolep Val-d'Oise. Nous avons entre temps développé des relations de confiance, et même d'amitié. Donc non, il n'y a jamais eu de concurrence ! Tout se faisait dans la transpa-

rence : nous décidions ensemble, au regard de l'intérêt des publics et de l'intérêt partagé de nos structures, laquelle porterait tel ou tel projet. Valérie a aussi été salariée de l'Ufolep de 2007 à 2008, dans le cadre des emplois « Soyez sport », et a ponctuellement renforcé l'équipe lors de l'arrêt-maladie d'une collègue.

La co-présidente « sport société » du comité Ufolep, Pristille Couvercelle, est aussi co-présidente d'Ex-Aequo : quel est le sens de cette « double casquette » et de cette gouvernance partagée ?

J : Pristille était membre d'une autre association Ufolep, les Roller Eagles, et siégeait à l'Ufolep avant d'entrer au bureau d'Ex-Aequo, où elle a acquis une bonne connaissance du sport société et de ses dispositifs. Comme pour ma part je connais très bien notre réseau associatif et le volet sport éducation, il nous est apparu cohérent de nous répartir les dossiers. Ce système de co-présidence fonctionne très bien, même s'il reste à valider d'un point de vue juridique. J'en ai discuté récemment avec la Commission nationale des statuts et règlements.

L'équipe départementale compte aujourd'hui 8 personnes grâce au renfort de jeunes alternants...

V : Cette organisation a été initiée dès 2020. Je trouve important d'accueillir des stagiaires, des apprentis : pour eux c'est un coup de pouce et cela permet de renforcer l'équipe, de travailler en binôme et de faire essaimer nos valeurs et notre vision du sport. Ces jeunes apportent aussi un autre point de vue, et c'est souvent parmi eux que se recrutent les futurs collègues : à Ex-Aequo, la quasi-totalité des salariés sont d'anciens stagiaires. Le

UN COMITÉ, UNE ASSOCIATION

Début mars, l'Ufolep Val-d'Oise réunissait 75 associations et 5 000 licenciés, avec en ligne de mire les 5 977 adhérents de la saison 2018-2019. On trouve parmi eux 62 % de femmes et une majorité d'enfants (48 %) et de jeunes (15 %) à côté des adultes (37 %). L'éveil corporel est en effet l'une des principales activités après le vélo (VTT, cyclo-sport, cyclotourisme) et celles de la forme.

Fondée en 2003 autour de la pratique loisir du handball, l'association Ex-Aequo a vite élargi son public et ses activités, tout en se professionnalisant : écoles de sport et pratique parents-enfants, créneaux seniors et féminins, multisport adulte, sport en entreprise, sport-insertion... « En 15 ans, nous sommes passés de 20 à 430 adhérents », expliquait sa directrice Valérie Lefèvre à la tribune de l'AG Ufolep 2019. Ex-Aequo accueille aussi une Maison Sport santé (Ufo3S) et décline les dispositifs nationaux UfoStreet et Parcours coordonné. ●



comité a aussi noué avec Ex-Aequo un partenariat permettant de faire appel alternativement à des salariés des deux structures. Au quotidien, chacun a une mission, un projet principal, mais ce n'est pas strictement cloisonné. Cela permet de s'investir sur davantage de projets et de territoires. Selon le projet, c'est un membre de l'équipe Ufolep ou d'Ex-Aequo, voire un de chaque, qui intervient.

On retrouve dans l'association et le comité le partage de fonctions et l'identification des élus à un domaine ou un dossier...

V : Cette répartition s'est précisée davantage encore à travers l'articulation des deux structures. Pour être efficace et réussir à impliquer les bénévoles, il est important que les domaines d'action ne soient pas trop larges. Tout le monde ne peut pas être partout.

J : Chaque élu suit un domaine ou un projet, en binôme ou trinôme avec des professionnels, de façon à être pleinement informé des actions menées et de pouvoir s'en faire le relais auprès des autres membres du comité.

Ce mode d'organisation se retrouve-t-il chez d'autres associations ?

V : Non, car elles sont généralement dans l'un ou l'autre champ, sport société ou sport éducation. Et l'idée n'est pas de dupliquer un quelconque modèle. Nous proposons en revanche aux associations d'élargir leur projet sportif dans une démarche de développement : s'ouvrir aux initiations Kid Bike ou Savoir Rouler à Vélo pour une association cyclo, ou à des disciplines voisines pour un club de gymnastique. Mais toujours sur le mode du volontariat.

Quand une déléguée devient présidente, elle peut avoir du mal à distinguer son nouveau rôle d'élue de son activité professionnelle passée...

J : J'y réussis à peu près je crois... Avoir été élue dans

d'autres associations m'y aide. De façon pratique, nous échangeons beaucoup par téléphone, messagerie ou visioconférence, entre élus ou avec Valérie. Et, tout en veillant à rester à ma place, ma propre expérience de déléguée permet parfois de mieux comprendre certaines choses.

V : Nous travaillons en duo depuis des années. C'est devenu naturel.

Et comment voyez-vous la suite des choses ?

J : Nous ne sommes qu'au début de la mise en œuvre du projet. La première évaluation aura lieu en fin de saison, après une année de fonctionnement. Nous avons déjà beaucoup progressé en matière de communication, domaine qui avait été un peu délaissé. L'Ufolep a recruté une apprentie et Ex-Aequo aussi, en plus d'une chargée de communication. Ces trois personnes travaillent ensemble pour les deux structures et, après la création d'une newsletter départementale et l'actualisation d'une page Facebook qui vit désormais au rythme de publications programmées, le prochain chantier sera la refonte de notre site internet. Côté sport société, l'un des projets majeurs est de développer une nouvelle Maison sport santé dans le Vexin, après celle créée avec Ex-Aequo sur Cergy-Pontoise.

Et pour le volet sport éducation ?

V : Après trois saisons où les contraintes sanitaires ont bridé tout développement associatif, l'objectif est d'accompagner les clubs qui le souhaitent dans le développement de nouvelles pratiques ou de disciplines voisines de la leur.

J : Nous avons lancé une enquête auprès des associations pour recueillir leurs attentes en termes de services. On peut aussi espérer que la meilleure identification de l'Ufolep à travers les actions sport société rejaillisse sur la pratique associative traditionnelle. ●

Gymnastique artistique, multisport adulte, éveil enfants, UfoStreet : toute la complémentarité d'un comité et d'une association présente sur le terrain du loisir et du socio-sport.

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE BRENOT

À SAINT-MAIXENT-SUR-VIE (VENDÉE)

La Roue Libre reprend le guidon

Après l'interruption due à la pandémie, la Roue Libre Saint-Maixentaise organise de nouveau en mai et juillet ses deux courses cyclo et VTT.

«**C**omme tout le monde, le Covid nous a impactés. Pas tant au niveau du nombre des licenciés, qui s'est maintenu autour de 35: nous sommes un club familial et, hors confinement, nous avons pu continuer nos sorties à vélo. En revanche, en 2020 nous avons dû faire une croix sur nos deux courses cyclo et VTT, et l'an passé nous avons seulement pu maintenir le trail-VTT. Or la buvette-restauration contribue à la bonne santé financière de l'association», souligne Benoît Mériaux, président de la Roue Libre Saint-Maixentaise.



Les jeunes vététistes au départ.

DU LOISIR À LA COMPÉTITION

Le nom du club vient de son implantation dans le bourg vendéen de Saint-Maixent-sur-Vie, 1 100 habitants, situé à une dizaine de kilomètres du port touristique de Saint-Gilles-Croix-de-Vie. Il traduit aussi l'esprit dans lequel il a été fondé en 2009: faire de la route le dimanche en loisir. Puis la Roue Libre s'est affiliée à l'Ufolep et certains, dont Benoît Mériaux, se sont pris au jeu de la compétition. Celui-ci est aussi entré dans le bureau comme secrétaire, avant de prendre la présidence. Entre temps, le club s'était ouvert au VTT, avec une école pour les 10-17 ans, lesquels représentent aujourd'hui la moitié des licenciés. Parmi les adeptes du tout terrain, la Roue Libre a également fait une recrue de choix en la personne de Bruno Gaborieau, président de l'Ufolep Vendée, entré dans le club après la dissolution de celui auquel il appartenait. Et si le club ne compte que trois féminines, il a ouvert cette année une section VTT électrique et loisir, «avec des sorties du dimanche auxquelles participent quatre à cinq femmes». Cycloportif dans l'âme, Benoît Mériaux lui-même s'est mis cette année au VTT, qui est aujourd'hui «la base

du club», tout en continuant la compétition sur route avec deux autres licenciés. Cette dualité est «un plus» pour l'offre de sorties et l'organisation des manifestations. «Le bénévolat fonctionne très bien. Les jeunes s'investissent d'eux-mêmes, ils viennent débroussailler le circuit VTT, cela contribue à la bonne ambiance. Et pour le déroulement des courses, nous faisons appel à des locaux: là aussi, ça suit bien!», se félicite Benoît Mériaux.

COURSES VTT, TRAIL, ROUTE

Depuis 2012, l'association organise début juillet une course VTT du dimanche qui se confond généralement avec une finale du championnat de Vendée: 130 à 150 participants s'étalonnent sur un circuit de 6 km autour de la rivière, la Vie. En 2017, les organisateurs ont ajouté le samedi un trail sur le même circuit. «Cela ramène des trailers, des triathlètes et des gens qui veulent s'essayer. Et ça permet d'ouvrir la buvette-restauration tout le week-end.» Tracée sur un parcours de 12 km, la course sur route a pour sa part réuni une centaine de coureurs lors de chacune de ses deux éditions. Deux seulement, car le Covid est passé par là.

Mais à présent tout est reparti. En Vendée, le championnat sur route a débuté fin février, celui de VTT mi-mars, et les épreuves organisées par la Roue Libre ont été confirmées pour le 1^{er} mai et les 2-3 juillet. Remisée l'an passé en raison du contexte sanitaire, l'innovation de l'année pour le trail consistera en l'ajout d'un cani-cross où les concurrents courent avec leur fidèle compagnon. Cette année plus que jamais, les chiens aboient, la Roue Libre passe. ● PH.B.

UN COUP DE POUCE DE L'ANS

La Roue Libre Saint-Maixentaise fait partie des associations Ufolep qui ont bénéficié en 2021 de subventions de l'Agence nationale du sport (ANS). D'une part pour relancer leur week-end trail-VTT après l'interruption forcée due à la pandémie, et d'autre part pour aider à la reprise de licence parmi les jeunes dans le cadre du plan spécifique France Relance. ●



CINQ GESTES ET ATTITUDES ESSENTIELS DU SECOURISME

L'ALERTE est primordiale car elle permet de déclencher la chaîne des secours (Samu, Pompiers). Plus tôt elle est donnée, plus tôt les secours pourront prendre en charge la victime. Parfois, c'est une question de minutes... Les applications smartphone telles que le GPS sont aussi très utiles pour donner aux secours la position exacte du lieu où se trouve la personne malade ou accidentée.

Face à un ÉTOUFFEMENT, le sauveteur n'a que quelques secondes pour réagir, en appliquant les gestes qui permettront de rétablir le passage de l'air dans la gorge, ce qui est primordial pour la survie de la victime. La prévention est aussi importante pour éviter de se retrouver soi-même en situation d'étouffement: prendre de petites bouchées, bien mâcher, ne pas courir en mangeant... Mettre en œuvre une RÉANIMATION cardio-pulmonaire (RCP) associée à l'utilisation d'un défibrilla-

teur (DAE) fait passer les chances de survie de la victime de 4% à 40%. Les DAE sont de plus en plus accessibles dans les magasins, centres-villes, salles de sports, trains, avions...

Un MALAISE cardiaque ou un accident vasculaire cérébral (AVC) nécessitent une prise en charge urgente car la vie de la victime ou ses capacités à recouvrer toutes ses facultés sont en jeu. Savoir les reconnaître et alerter au plus vite les secours permettra une prise en charge optimale.

Évaluer la gravité d'une PLAIE va permettre au sauveteur d'adapter la conduite à tenir. Selon leur localisation ou leur aspect, ces plaies peuvent s'avérer graves. Attention, même une plaie simple peut s'infecter! Pensons à désinfecter toutes nos plaies et vérifier la validité de notre vaccin contre le tétanos. ●

STÉPHANE LALANNE, RESPONSABLE DE L'ÉQUIPE PÉDAGOGIQUE NATIONALE DE SECOURISME

Morceaux choisis CYRILLE MARTINEZ

Le marathon de Jean Claude

Le stade de Saint-Ruf consistait en une piste de cendrée ovale encerclant un gazon clairsemé. Construit en 1916, il s'était vu adjoindre des gradins en bois adossés au mistral. La brasserie Le Rugby fut bâtie au début des années 1950, période où le stade connut son âge d'or. Près de 10 000 spectateurs venaient assister aux matches de rugby à XIII, alors très populaire; 200 personnes en tribunes, 9 800 debout autour du terrain ou assises sur des chaises pliantes. En 1959, les pouvoirs publics intégrèrent l'idée qu'un stade pût être omnisport et une piste en cendrée fut construite autour de l'enceinte de rugby. Durant une courte période, rugbymen et athlètes se succédèrent sur les terrains d'entraînement, chacun bénéficiant de créneaux spécifiques – les vestiaires étaient trop étroits pour les accueillir tous à la fois. Lorsque les rugbymen furent invités à prendre possession d'un stade neuf, celui de Saint-Ruf revint au club d'athlétisme. Au début des années 1970, une rocade traversa Saint-Ruf. Avec le passage de milliers de véhicules chaque jour, le quartier devint bruyant et agressif. Matin et soir, au plus fort du trafic, les automobilistes exprimaient leur colère en pressant le klaxon, les plus furieux baissaient la vitre de leur voiture, passaient la tête dehors et gueulaient. Le quartier Saint-Ruf avait vécu. On le désignait par le nom de Rode.

À la même époque, les pistes d'athlétisme prirent la forme d'anneaux en résine synthétique, caoutchouc et amiante,

équipées de sautoirs en mousse, de bacs à sable, d'aires de lancer, d'une barrière surmontant une rivière.

Les stades modernes aux couleurs vives suggéraient la vitesse, la force, le dynamisme, la décence. En comparaison, celui de Saint-Ruf, avec sa piste conçue dans ce mélange de sable, de cendre ou de mâchefer qu'on appelle une cendrée, renvoyait à l'effort laborieux, au pas lourd du coureur soulevant la poussière. D'un côté les disciples de Carl Lewis survolaient la piste; de l'autre bataillaient les héritiers laborieux d'Alain Mimoun.

Saint-Ruf n'avait pratiquement pas changé en plus de cinquante ans lorsque, au début des années 1980, on l'ouvrit sur les terrains de football adjacents. Désormais, en partant des vestiaires sous les gradins de bois, pour contourner les terrains de foot, effectuer un tour de la piste en cendrée, longer la brasserie Le Rugby et revenir enfin au niveau des vestiaires, les athlètes pouvaient jouir d'une boucle mesurant très exactement 1 kilomètre.

Cinq fois par semaine, demi-fondeurs et fondeurs parcouraient cette boucle autant de fois que nécessaire, à différentes vitesses selon qu'ils entendaient travailler la résistance, la vitesse ou les changements de rythme, inhalant au passage les gaz toxiques rejetés par les centaines de voitures traversant la Rode. (...)

Derrière les tribunes, des gars essaient de provoquer ta chute: qu'ils s'interposent sur ton chemin, bras écartés; qu'ils te poursuivent et tentent de te ceinturer; qu'ils te fassent un croche-patte. Sur les terrains de foot, les ballons qui arrivent sur toi sont en si grand nombre que tu as du mal à croire que ce soit par maladresse ou de manière fortuite: c'est le coureur à pied, à travers toi, qui est visé. Des bouledromes improvisés sur la piste en cendrée t'obligent à anticiper la trajectoire des tirs. Les boulistes te maudissent: ton passage a perturbé la mène. À proximité du Rugby, enfin, il s'agit d'éviter les clients titubants, rincés au pastis, qui marquent des arrêts brusques et pissent sur ta route.

Courir est une activité suspecte, une déviance. Elle expose aux moqueries et suscite l'agressivité. Qu'est-ce qu'il fabrique celui-là? Courir après un ballon, c'est bon. Mais courir pour courir, courir pour rien, ça ne se fait pas. Tu apprends à garder le rythme sous les insultes, les invectives, les menaces.

Tu apprends à ton corps défendant que le fait de courir t'a assigné un statut: t'es un pédé. Tu cours tout seul: t'es un pédé. Tu ne joues pas au foot: t'es un pédé. ●

© ÉDITIONS VERTICALES



Archives An'feu



Le Marathon de Jean-Claude, Cyrille Martinez, éditions Verticales, 190 p., 18€.

ATHLÉTIQUES ANONYMES

Né en 1972 à Avignon et ancien pigiste au *Provençal*, Cyrille Martinez dirige la Bibliothèque de littérature française et comparée à la Sorbonne. C'est aussi un fondu de course à pied, virus inoculé par deux parents ayant fréquenté assidument les courses hors stade à une époque où leurs adeptes étaient rares. Les histoires du *Marathon de Jean-Claude* rendent hommage à une dizaine de passionnés dont les exploits majuscules n'ont pourtant laissé guère de traces dans les tablettes. On citera Michel, l'obstiné solitaire de la cendrée du stade de Saint-Ruf; Yacine, le crack trop modeste; Martine, qui après son service à la pizzeria trace jusqu'à Nîmes sans s'en apercevoir; François, inventeur de la course à reculons; et bien sûr Jean-Claude, qui par imprévoyance se retrouve à devoir enchaîner deux marathons à la suite. ● PH.B.

je me souviens... BRUNO TESTA

DR



Né en 1956, Bruno Testa a été journaliste au *Dauphiné Libéré*, au *Quotidien de la Réunion* et à l'*Union de Reims* avant de se consacrer à la littérature. *Nos années glorieuses* (Le Pommier, 192 p., 16 €) est, après *Les Italiens* (Utopia, 2019), le deuxième volet d'une trilogie inspirée par son enfance dans la cité ouvrière de Saint-Romain-Le-Puy (Loire).

J Je me souviens des matchs de foot improvisés dans notre cité ouvrière, au lieu-dit « Les balançoires », avec des joueurs de 6 à 17 ans, le jeudi et le samedi. Nous étions, au choix, Pelé, Rivera, Yachine ou Mekhloufi, l'attaquant de l'AS Saint-Étienne, une vedette locale puisque nous nous trouvions à 30 km du stade Geoffroy-Guichard. Je me souviens aussi que le ballon allait souvent cogner les portes des caves et des fenêtres des personnes âgées, qui parfois le prenaient en otage.

L'après-midi, après 17 heures, nous cédions le terrain aux retraités et aux ouvriers tout juste sortis de l'usine. Là aussi c'était folklorique, une ambiance à la Pagnol avec beaucoup de théâtre et de mauvaise foi. Enfants, nous étions aux premières loges. La pétanque faisait partie du paysage et j'ai été licencié au club local de 12 à 14 ans, je faisais de petits concours.

Je me souviens que le basket et le football structuraient la pratique sportive et recoupaient les catégories sociales et les appartenances idéologiques. D'un côté le village originel, avec les clubs de basket et de gymnastique fondés par l'Abbé Laurent, et de l'autre la cité ouvrière et le club de foot. La cité était adossée à la verrière de Saint-Gobain, où dans l'entre-deux guerres on

avait fait venir une main-d'œuvre italienne qu'il avait fallu loger. C'était le petit monde de Don Camillo, avec ceux qui votaient à droite et allaient à la messe et les communistes qui fréquentaient l'amicale laïque. Mais ce n'était pas totalement hermétique, et les Italiens se tenaient souvent au milieu du gué : c'étaient des communistes qui allaient à la messe, à la différence des ouvriers français. Moi-même, j'ai joué cinq ou six ans au basket à l'Avenir de Saint-Romain, moins par goût personnel que pour suivre des copains. Le club avait son siège juste à côté de la cure.

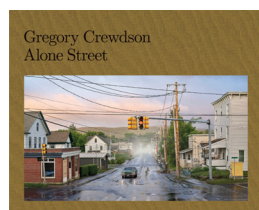
Je me souviens m'être baigné dans le canal du Forez qui traversait le village, et que nous utilisions comme bouées les chambres à air rustinées données par les deux garages Renault et Citroën. On faisait du vélo, de la course, on grimpait dans les arbres. Une enfance à l'air libre.

Je me souviens de la rivalité entre ouvriers français et italiens lors du duel Poulidor-Gimondi dans le Tour de France 1965, une rivalité qui resurgissait aussi lors des matchs de foot France-Italie, surtout pour les anciens dont le cœur continuait de battre de l'autre côté des Alpes. Cela se disputait une semaine à l'avance à l'usine, et le match se rejouait au café-épicerie où tout le monde se retrouvait. ●

l'image

RED STAR EXPRESS, PAR GREGORY CREWDSON

Gregory Crewdson, Red Star Express, série An Eclipse of Moths, 2018-2019, extrait de Alone Street, (éditions Textuel, 2021), © Gregory Crewdson



Gregory Crewdson
Alone Street

Le détail intéressant ici ce sont les vélos, bi-cross plutôt que VTT, et ce qu'ils disent du désœuvrement des trois adolescents plantés au milieu de cette route au goudron craquelé, le regard happé par la remorque qui flambe sur un parking désert et donne son titre à la photo. Gregory Crewdson, ex-punk-rockeur de 59 ans, saisit l'envers du rêve américain dans de grands tableaux soigneusement composés à l'aide d'une équipe d'acteurs, de décorateurs, de maquilleurs et d'éclairagistes. Des compositions hyperréalistes qui font penser à Edward Hopper, une pointe de fantastique en plus. ● PH.B.

Alone Street, Gregory Crewdson, Textuel, 164 pages, 69 €.

repères

ALICE MILLIAT, PIONNIÈRE OLYMPIQUE



La statue d'Alice Milliat (1884-1957) trône désormais dans le hall du Comité national olympique et sportif français à côté de celle de Pierre de Coubertin, qui fut pourtant son farouche opposant en tant qu'adversaire du sport féminin et de la participation des femmes aux Jeux olympiques. Ce pied de nez posthume est aujourd'hui prolongé par une bande dessinée consacrée à celle qui fonda il y a un siècle la Fédération sportive féminine internationale. Il s'agit plus exactement d'un docu-BD en dix chapitres où les planches introduisent une double-page de repères historiques abondamment illustrés. Évoquer un cross champêtre dans les bois de Chaville ou les Jeux

mondiaux féminins d'août 1922 au stade Pershing pour donner envie d'en savoir plus : le procédé permettra de toucher un public plus large que la biographie fondatrice qui, en 2005, contribua à sortir de l'oubli cette pionnière de l'égalité femme-homme dans le sport. ● **PH.B.**

Alice Milliat, pionnière olympique, scénario Didier Qualla-Guyot, pages documentaires Laurent Lessous, dessins Chandre, éditions Petit à petit, 16,90 €.

JEUX SPORTIFS ET DE SOCIÉTÉ

Si les jeux en tout genre suscitent un engouement planétaire, certains « entraînent en priorité une réalisation motrice »



(les jeux sportifs) et d'autres « une activité cognitive » (les jeux de société). Mais peut-on déceler des « cohérences globales » dans cette « floraison ludique » ? Et distinguer « des significations psychologiques ou culturelles » ? La réponse tient en une classification très pointue des jeux sportifs et autres jeux de société et combinatoires.

MENTAL DU GRIMPEUR

Motivation, concentration, gestion des peurs... Le mental est fondamental et indissociable des capacités physiques exigées par l'escalade. Pour ne pas que nos pensées et nos émotions ne deviennent des facteurs limitants, nous pouvons les apprivoiser, voire les dompter, promettent les auteurs de ce guide qui propose notamment des exercices pratiques de visualisation et des routines à mettre en place. ●

Le mental du grimpeur, Léo Decamboux et Frédéric Vionnet, Glénat, 176 pages, 19,95 €.



« De façon globale, il semble que le combat binaire frontal, associé au désir d'affirmer avec ostentation une supériorité individuelle sur son prochain, représentent dans nos sociétés des caractéristiques de plus en plus présentes, sinon pressantes » : tel est le constat où transparaissent les convictions désabusées de Pierre Parlebas, inlassable défenseur des interactions changeantes des jeux traditionnels face la suprématie des sports codifiés. ● **PH.B.**

Jeux sportifs, jeux de société et classifications, Pierre Parlebas et Michel Boutin, L'Harmattan, 2022, 272 pages, 28 €.

L'ACTUALITÉ DE L'UFOLEP ET DE SES PARTENAIRES SUR TWITTER

UFOLEP @UFOLEP · 17 mars
Retour en images sur l'événement #ToutesSportives & #AMR du 16/03 organisé par l'@ufolep84 à la Plaine des sports d'Avignon 📸 Une 50aine de femmes étaient présentes avec leurs enfants ! Un grand bravo à toute l'équipe, aux partenaires et aux femmes pour ce super événement ! 🙌

UFOLEP @UFOLEP · 10 mars
Retour photos 📸 concernant le national @Ufolep de tir sportif carabine, pistolet et arbalète qui se déroulait ce WE à @villedearques dans le @pascdecalais62. Merci à tous les bénévoles du club, officiel.les et membres de la CNS. Une réussite pour les 400 qualifié.e.s!

UFOLEP @UFOLEP · 22 mars
Retour en image sur la formation « Fondamentaux pédagogiques des formateur.rice.s » qui s'est déroulée à Bordeaux, les 19 & 20 mars 2022 !
Petit bonus : construire la tour la plus haute en équipe avec des pattes, du scotch, du fil et des chamallow 🍪

#ufolep #fif

UFOLEP @UFOLEP · 30 mars
Retour photo sur l'événement Ufolep de samedi dernier : La fête des écoles multisports ufolep organisée par l'@Ufolep44 qui se déroulait à Nantes au stadium métropolitain Pierre Quinon
Cette journée riche en émotion a rassemblé plus de 400 participante.s ! 🙌

#ufolep

UFOLEP @UFOLEP · 31 mars
Le mois de mars était le mois de l'insertion ! 🙌
L'Ufolep met quotidiennement en place des formations en lien avec le sport et l'animation permettant l'insertion des jeunes qui souhaitent embrasser une orientation professionnelle d'animateur.rice sportive ! 🙌

UFOLEP @UFOLEP · 31 mars
Retour en images sur la formation #Kidbike qui s'est déroulée ce week-end en Charente et qui a regroupé plus de 40 personnes !
Après une présentation du dispositif et de ses enjeux, les participant.e.s ont mis en application les principes théoriques 🙌 🍪

#ufolep



Envie de créer une section Ufo baby* dans votre association ?



Toutes les informations
disponibles via la
nouvelle plaquette à
destination des
collectivités !



*Ufo baby est un dispositif qui prend la forme de séance d'activité physique parents/enfants au travers de 4 leviers : la motricité libre, l'outdoor, la santé et la parentalité.

idemasport®

Fournisseur d'idées et d'innovations

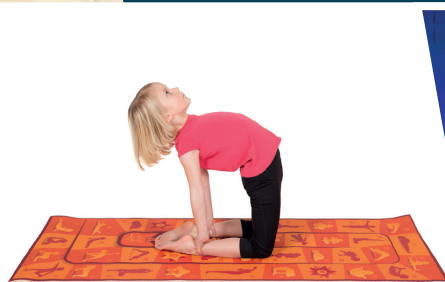
ufolep

TOUS LES SPORTS AUTREMENT

Partenaire de l'UFOLEP, découvrez nos innovations pédagogiques et bénéficiez de conditions privilégiées pour vous équiper!



Découvrez notre
catalogue 2021-2022



Tous nos produits sur
www.idema.com

53, Rue Albert Samain - 59650 Villeneuve d'Ascq - Tél. : 03.20.91.41.67 - contact@idema.com